



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 22 JUIN 1907.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1725

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 8 juin 1907, de nommer MM. Georges Bourgeois, médecin, de la cité de Trois-Rivières, Louis Loberge, médecin en chef du bureau hygiène de la cité de Montréal, R. Smith Lea, médecin, de la cité de Montréal, et Pantaléon Pelletier, médecin, de la cité de Sherbrooke, membres du conseil d'hygiène de la province de Québec. 1977

Proclamations

Canada, Province de Québec. } L. A. JETTE. [L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner—SALUT :

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 22nd JUNE, 1907

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1726

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 8th day of June, 1907, to appoint Messrs. Georges Bourgeois, physician, of the city of Three Rivers, Louis Loberge, chief physician, of the health office of the city of Montreal, R. Smith Lea, physician, of the city of Montreal, and Pantaléon Pelletier, physician, of the city of Sherbrooke, members of the board of health for the province of Quebec. 1978

Proclamations

Canada Province of Québec. } L. A. JETTE. [L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que
Assistant-Procureur-Général. } dans et par un
 acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la
 Grande-Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la
 trentième année du Règne de feu Sa Majesté la
 Reine Victoria, et intitulé : "Acte concernant l'u-
 nion et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-
 Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les
 objets qui s'y rattachent," il est, entre autres choses,
 décrété que "le Lieutenant-Gouverneur de Québec
 pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le
 grand Sceau de la Province, devant venir en force
 au jour y mentionné, établir des cantons dans les
 parties de la Province de Québec, dans lesquelles il
 n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants
 et aboutissants;" Et attendu que Nous avons jugé
 à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres
 incultes, sise et située dans le comté de Champlain,
 dans le district de Trois-Rivières, dans Notre Pro-
 vince de Québec, en un canton sous le nom de
 canton "Lapeyrère".

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du
 Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-
 Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par
 Notre présente proclamation Royale établissons en
 un canton, sous le nom de canton "Lapeyrère",
 cette étendue de Nos terres incultes, sise et située
 dans le dit comté de Champlain, dans le dit district
 de Trois Rivières, dans Notre dite Province de Qué-
 bec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par
 le rapport de l'honorable Adélar Turgeon, Ministre
 des Terres et Forêts, dans Notre dite Province de
 Québec, fait au lieutenant-Gouverneur de notre dite
 Province, savoir :

Le canton Lapeyrère situé dans le comté de
 Champlain, est borné vers le nord-ouest, par les
 terres vacantes de la Couronne, vers le sud-est,
 partie par les terres vacantes de la Couronne et partie
 par la seigneurie de Perthuis, vers le nord-est
 par le canton Laurier, vers le sud-ouest par le can-
 ton Hackett, et vers l'est par la rivière Batiscau ;
 son périmètre peut être décrit comme suit, savoir :

Partant d'un poteau planté par l'arpenteur P. P.
 V. du Tremblay, en 1899, au coin est du canton
 Hackett qui est aussi le coin sud du dit canton
 Lapeyrère, sur la ligne séparative des comtés de
 Champlain et de Portneuf ; de là, la limite nord-est
 du dit canton Hackett, dont la direction est nord
 quarante-cinq degrés ouest (N 45° O) astronomique
 et la longueur sept cent cinquante-huit chaînes et
 vingt-cinq chaînons (758.25), plus ou moins, jusqu'à
 un poteau faisant le coin nord de ce canton en même
 temps que le coin ouest du dit canton Lapeyrère,
 sur la ligne d'exploration de la rivière Saint-Maurice
 à la Batiscau tirée en 1869 par les arpenteurs
 Casgrain et Legendre ; de là, cette ligne d'explora-
 tion, dont la direction est nord quarante-cinq degrés
 est (N. 45° E) astronomique, sur une longueur de
 neuf cent trente-quatre (934) chaînes, plus ou moins,
 jusqu'à l'intersection de la limite sud-ouest du canton
 Laurier faisant le coin nord du canton Lapeyrère ;
 de là, une longueur de cinq cent quatre vingt cinq
 (585) chaînes, plus ou moins, sur cette dernière
 limite dont la direction est sud, quarante cinq
 degrés est (S. 45° E.) astronomique, jusqu'à la
 rive droite de la rivière Batiscau, coin est de ce
 canton Lapeyrère ; de là, dans une direction gé-
 nérale sud, la dite rive droite jusqu'à l'intersection
 de la ligne séparative des comtés de Champlain et
 de Portneuf ; de là, une longueur de six cent
 quarante-cinq (645) chaînes, plus ou moins, sur
 cette ligne séparative, suivant la direction sud,
 quarante-cinq degrés ouest (S. 45° O.) astronomi-
 que, jusqu'au point de départ.

Les îles de la partie de la rivière Batiscau situées
 en front de ce canton qui appartiennent au comté
 de Champlain, sont comprises dans le dit canton
 Lapeyrère.

Le périmètre du territoire ci-dessus décrit, y

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS, in and
Assistant Attorney General } by an act of the
 Parliament of Our United Kingdom of Great Bri-
 tain and Ireland, made and passed in the thirtieth
 year of the Reign of Her late Majesty Queen
 Victoria, and intituled : " An Act for the
 union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick,
 and the government thereof, and for the purposes
 connected therewith, " it is, amongst other things,
 enacted that " the Lieutenant Governor of Quebec
 may, from time to time, by proclamation, under the
 great Seal of the Province, to take effect from a day
 to be appointed therein, constitute townships in
 those parts of the Province of Quebec, in which
 townships are not yet constituted, and fix the metes
 and bounds thereof ; " And whereas We have
 thought proper to constitute that certain extent of
 Our wild lands, situate and being in the county of
 Champlain, in the district of Three Rivers, in Our
 Province of Quebec, into a township under the
 name of the township " Lapeyrère ".

THEREFORE, under the authority of the aforesaid
 Act of the Parliament of Our United Kingdom of
 Great Britain and Ireland, We have constituted,
 and by this Our Royal Proclamation, We do con-
 stitute into a township, under the name of township
 Lapeyrère", the said extent of Our wild lands, situate
 and being in the said county of Champlain, in the
 said district of Three Rivers, in Our said Pro-
 vince of Quebec, and bounded and described as
 follows, in and by the report of the Honorable
 Adélar Turgeon, Minister of Lands and Forests, in
 Our said Province of Quebec, made to the Lieuten-
 ant Governor of Our said Province, to wit :

The township " Lapeyrère " situated in the
 county of Champlain, is bounded on the north west
 by the wild lands of the Crown, on the south east
 partly by wild lands of the Crown and partly by
 the seigniorie of Perthuis, on the north east by the
 township Laurier, on the south west by the town-
 ship Hackett, and on the east by the river Batiscau ;
 the boundaries of the said territory are as follows,
 to wit :

Starting from a part planted by the surveyor P.
 P. V. du Tremblay, in 1899, at the south east
 corner of the township Hackett, which is also the
 south corner of the said township Lapeyrère, on
 the dividing line of the counties of Champlain and
 Portneuf ; from thence, the north east limit of the
 said township Hackett, whose direction is north
 forty five degrees west (N. 45° W.) astronomi-
 cally and length seven hundred and fifty eight
 chains and twenty five links (758.25), more or less,
 to a post forming the north corner of this township
 and at the same time the west corner of the said
 township Lapeyrère, on the line of exploration of
 the river Saint Maurice to Batiscau drawn in 1869
 by the surveyors Casgrain and Legendre ; from
 thence, this line of exploration whose direction is
 north forty five degrees east (N. 45° E), astronomi-
 cally, by a length of nine hundred and thirty-four
 (934) chains, more or less, to the intersection of the
 south west limit of the township Laurier forming
 the north corner of the township Lapeyrère ; from
 thence, a length of five hundred and eighty-five
 (585) chains, more or less, on this last line whose
 direction is south forty-five degrees east (S. 45° E)
 astronomically, to the right bank of the river Batiscau,
 the east corner of the township Lapeyrère ; from
 thence, in a general southerly direction, the said right
 bank to the intersection of the dividing line of the
 counties of Champlain and Portneuf ; from thence,
 a length of six hundred and forty five (645) chains,
 more or less, on this dividing line, following a
 southerly direction forty five degrees west (S. 45° W)
 astronomically, to the starting point.

The islands of the part of the river Batiscau,
 situated in front of this township which belong to
 the county of Champlain, are comprised in the said
 township Lapeyrère.

The said territory thus bounded including therein

compris les dites îles, forme une superficie d'environ soixante-dix mille cinq cents (70,500) acres, tel que le tout appert du diagramme ou plan du dit territoire annexé au dit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres et Forêts.

ET DE PLUS, conformément aux dispositions du dit acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le VINGT-HUITIÈME jour du mois de JUIN courant, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle, sera et demeurera, à compter du dit VINGT-HUITIÈME jour du mois de JUIN courant, un canton sous le nom du canton "Lapeyrère", à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom de canton "Lapeyrère", comme susdit.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans notre dite Province de Québec, ce ONZIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et dans la septième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

2029

Canada,
Province de
Québec.
L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

À Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, assemblés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le PREMIER jour de JUIN dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le PREMIER jour du mois de JUIN mil neuf cent sept, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoin-

the said islands, has an area of seventy thousand five hundred (70,500) acres, as the whole appears from the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the department of Lands and Forests.

AND MOREOVER, in accordance with the provisions of the said act, We do by these presents declare and ordain that the TWENTY EIGHTH day of the month of JUNE instant, shall be the day from and after which Our present Proclamation shall come into force, and that the said extent of territory, bounded and described as above, and each and every portion thereof shall be and remain, from the said TWENTY EIGHTH day of the month of JUNE instant, a township under the name of the township "Lapeyrère," for all intents and purposes whatsoever, notwithstanding any error in the boundaries, any incorrect name of any other imperfections or omissions respecting the said extent of territory hereby constituted into a township under the name of the township "Lapeyrère", as aforesaid.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Québec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this ELEVENTH day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, and in the seventh year of Our Reign.

By order,

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Québec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec, on the FIRST day of the month of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec, stands prorogued to the FIRST day of the month of JUNE, one thousand nine hundred and seven, at which time, at Our City of Québec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Québec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the

gnant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le ONZIEME jour du mois de JUILLET prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGTIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et dans la septième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.
Québec

1235

ELEVENTH day of the month of JULY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TWENTIETH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, and in the seventh year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery.
Québec.

1236

Avis du Gouvernement

Québec, 19 juin 1907.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par F. Albert Labelle, écuyer, notaire public, résidant et pratiquant dans la cité de Hull, comté et district d'Ottawa, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Henry Desjardins, en son vivant notaire public, de la cité de Hull, comté et district susdits, en vertu des dispositions du code du notariat.

1937

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du dix-septième jour de juin 1907, incorporant MM. Edward Black Greenshields, marchand, Edward Charles Barry Fetherstonhaugh, marchand, George Brown Fraser, marchand, George Lighthall Cains, marchand, Peter Marisio Joyal, manufacturier, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir : manufacturer et vendre des objets tricotés de toute sorte et autres articles de vêtements, et de posséder et acquérir des droits de patente, marques de commerce et machines nécessaires pour faire les dites affaires, avec le droit d'acquérir de semblables industries ou les intérêts d'icelles, et de les payer soit en argent ou en actions de la dite compagnie ou en aucune autre manière sous le nom de "The Joyal Knitting Company", avec un fonds social de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00), divisé en deux cent cinquante (250) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dix-neuvième jour de juin 1907.

1995

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la Province.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du dix-septième jour de juin 1907, incorporant MM. Daniel Fialcoksky, mécanicien, Alphonse Monarque, mécanicien, Léopold Petit, hôtelier, Euclide Paul,

Government Notices

Québec, 19th June, 1907.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by F. Albert Labelle, esquire, notary public, practising and residing in the city of Hull, county and district of Ottawa, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Henry Desjardins, in his lifetime notary public, of the city of Hull, county and district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial code.

1998

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act" letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1907, incorporating Messrs. Edward Black Greenshields, merchant, Edward Charles Barry Fetherstonhaugh, merchant, George Brown Fraser, merchant, George Lighthall Cains, merchant, Peter Marisio Joyal, manufacturer, all of the city of Montreal, for the following purpose, viz: to manufacture and sell knitted goods of all sorts and other articles of clothing, and to hold and acquire patent rights, trade marks and machinery necessary to carry on said business, with the right to acquire similar industries or interests therein, and to pay for the same either in cash or in the shares of the said company or in any other way under the name of "The Joyal Knitting Company," with a capital stock of twenty five thousand dollars (\$25,000.00), divided into two hundred and fifty (250) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, shall be in the city of Montreal.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this nineteenth day of June, 1907.

1996

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, in virtue of the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1907, incorporating Messrs. Daniel Fialcoksky, machinist, Alphonse Monarque, machinist, Leopold Petit, hotel-keeper, Euclide Paul, hotel-

hôtelier, Aimé Bourgeois, hôtelier, tous de la cité de Sorel, pour les fins suivantes, savoir : d'acheter et revendre des brevets d'invention, les exploiter, faire le commerce des métaux généralement et des objets en métal, les manufacturer, sous le nom "The Sorel Novelties Company", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Sorel.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dix-neuvième jour de juin 1907.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1993

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du dix-septième jour de juin 1907, incorporant MM. Jean Baptiste Théophile Lafrenière, notaire, Albert Ovide Cartier, étudiant en loi, P. J. Arthur Cardin, étudiant en droit, René Blais, comptable, Henri Pontbriand, médecin, tous de la cité de Sorel, pour les fins suivantes savoir : pour exercer le commerce de librairie, exploiter l'art d'imprimeur et d'éditeur, et publier des journaux sous le nom "La Compagnie d'Imprimeur du Courrier de Sorel," avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Sorel.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de juin 1907.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1991

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 19 juin 1907.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Il est ordonné que le tarif qui suit, approuvé par arrêté en conseil du 18 mai 1903, soit approuvé de nouveau en vertu de la loi 7 Ed. VII, ch. 48, art. 17, intitulée : "Loi concernant la constitution en corporation par lettres patentes, des compagnies par actions."

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

TARIF

Des honoraires pour la constitution en corporation par lettres patentes, des compagnies à fonds social et pour la constitution par lettres patentes, des municipalités de cités et de villes, III Edouard VII, c. 38, tel qu'approuvé par un arrêté en conseil du 18 mai 1903.

N° 17.—Sur les lettres patentes constituant en corporation des compagnies à fonds social, lorsque le fonds social est de \$20,000 ou moins de \$20,000, l'honoraire sera de \$40.00.

N° 18.—Lorsque le fonds social est plus de \$20,000 et moins que \$50,000, l'honoraire sera de 130.00.

N° 19.—Lorsque le fonds social est de \$50,000 ou plus et moins que \$100,000, l'honoraire sera de \$180.00.

N° 20.—Lorsque le fonds social est de \$100,000 ou plus et moins que \$150,000, l'honoraire sera de \$200.00.

N° 21.—Lorsque le fonds social est de \$150,000 ou plus et moins que \$200,000, l'honoraire sera de \$225.00.

N° 21-a.—Lorsque le fonds social est de \$200,000 ou plus et moins que \$300,000, l'honoraire sera de \$275.00.

N° 21-b.—Lorsque le fonds social est de \$300,000 ou plus et moins que \$400,000, l'honoraire sera de \$300.00.

keeper, Aimé Bourgeois, hotel-keeper, all of the city of Sorel, for the following purposes, namely : to buy and resell patents of invention, to use them, to deal in metals generally and articles of metal, to manufacture them, by the name of "The Sorel Novelties Company," with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, shall be in the city of Sorel.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this nineteenth day of June, 1907.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

1994

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Québec, bearing date the seventeenth day of June, 1907, incorporating Messrs. Jean Baptiste Théophile Lafrenière, notary, Albert Ovide Cartier, student at law P. J. Arthur Cardin, student at law, René Blais, accountant, Henri Pontbriand, physician, all of the city of Sorel, for the following purposes, namely : to carry on business as book sellers, to do printing and to print and edit and publish newspapers, by the name of "La Compagnie d'Imprimeur du Courrier de Sorel," with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, shall be in the city of Sorel.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this nineteenth day of June, 1907.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

1992

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 19th June, 1907.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

It is ordered that the following tariff, approved by order in council of the 18th of May, 1903, be approved anew in virtue of the statute 7 Ed. VII, ch. 48, intitled : "Act respecting the incorporation of joint stock companies by letters patent."

GUSTAVE GRENIER,
Clerk of the Executive Council.

TARIFF

Of fees for incorporation of joint stock companies' by letters patent, and for erecting, by letters patent, city and town municipalities, under III Edouard VII, c. 38, as approved by order in Council of the 18th of May, 1903.

No. 17.—On letters patent incorporating joint stock companies, when the capital is \$20,000 or less than \$20,000, the fee will be \$40.00.

No. 18.—When the capital is more than \$20,000, and less than \$50,000, the fee will be \$130.00.

No. 19.—When the capital is \$50,000 or more, and less than \$100,000, the fee will be \$180.00.

No. 20.—When the capital is \$100,000 or more, and less than \$150,000, the fee will be \$200.00.

No. 21.—When the capital is \$150,000 or more, and less than \$200,000, the fee will be \$225.00.

No. 21-a.—When the capital is \$200,000 or more, and less than \$300,000, the fee will be \$275.00.

No. 21-b.—When the capital is \$300,000 or more, and less than \$400,000, the fee will be \$300.00.

N° 21-c.—Lorsque le fonds social est de \$400,000 ou plus et moins que \$500,000, l'honoraire sera de \$325.00.

N° 21-d.—Lorsque le fonds social est de \$500,000 ou plus et moins que \$600,000, l'honoraire sera de \$350.00.

N° 21-e.—Lorsque le fonds social est de \$600,000 ou plus et moins que \$700,000, l'honoraire sera de \$375.00.

N° 21-f.—Lorsque le fonds social est de \$700,000 ou plus et moins que \$800,000, l'honoraire sera de \$400.00.

N° 21-g.—Lorsque le fonds social est de \$800,000 ou plus et moins que \$900,000, l'honoraire sera de \$425.00.

N° 21-h.—Lorsque le fonds social est de \$900,000 ou plus et moins que \$1,000,000, l'honoraire sera de \$450.00.

N° 21-i.—Lorsque le fonds social est de \$1,000,000, l'honoraire sera de \$500.00.

N° 21-j.—Pour chaque million de piastres de capital additionnel, ou fraction d'icelui, l'honoraire sera de \$100.00.

N° 21-k.—Lorsqu'une demande est faite pour une augmentation de capital actions, l'honoraire sera calculé sur le montant actuel de l'augmentation du capital actions, et l'honoraire payable sera le même que celui payable sur lettres patentes pour la constitution d'une compagnie dont le capital actions est du même montant que la dite augmentation.

N° 21-l.—Sur demande de lettres patentes supplémentaires, autres que celles pour l'augmentation du capital actions, l'honoraire sera de 50% du montant exigé comme honoraire, sur la constitution en corporation.

Pour la constitution, par lettres patentes, des municipalités de cités et de villes, en vertu de la loi III E.1. VII, ch. 38.

N° 21-m.—Sur lettres patentes constituant en corporation les municipalités de villes, \$150.00.

N° 21-n.—Municipalités de cités, \$250.00.

Avec, en plus, dans ces deux cas, le coût de la publication des avis et lettres patentes dans la *Gazette Officielle de Québec*. 2025

No 2116-06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint Joseph (des Cèdres), dans le comté de Soulanges, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joseph des Cèdres, comté de Soulanges, les numéros 1 et suivants jusqu'à 16 inclusivement, les numéros 124 et suivants jusqu'à 147 inclusivement, les numéros 308 et suivants jusqu'à 425 inclusivement, et tous les biens-fonds se trouvant dans le village incorporé de Soulanges, connus au cadastre officiel de ce village, sous les numéros 1 et suivants jusqu'à 226 inclusivement, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de Saint-Laurent des Cèdres. 1939.2

Québec, 29 mai 1907.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Lauréat Pelletier, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la paroisse de Saint-Jérôme, comté du Lac Saint Jean, district de Chicoutimi, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Séverin Dumais, en son vivant, notaire public, pratiquant en la paroisse de Notre-Dame de Hébertville, comté et district susdits, en vertu des dispositions du code du notariat.

1707.4

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

No. 21-c.—When the capital is \$400,000 or more, and less than \$500,000, the fee will be \$325.00.

No. 21-d.—When the capital is \$500,000 or more, and less than \$600,000, the fee will be \$350.00.

No. 21-e.—When the capital is \$600,000 or more, and less than \$700,000, the fee will be \$375.00.

No. 21-f.—When the capital is \$700,000 or more, and less than \$800,000, the fee will be \$400.00.

No. 21-g.—When the capital is \$800,000 or more, and less than \$900,000, the fee will be \$425.00.

No. 21-h.—When the capital is \$900,000 or more, and less than \$1,000,000, the fee will be \$450.00.

No. 21-i.—When the capital is \$1,000,000, the fee will be \$500.00.

No. 21-j.—For every million dollars of additional capital, or fraction thereof, the fee will be \$100.00.

No. 21-k.—When application is made to increase the capital, the fee will be calculated on the actual amount of the increase in question, and the fee payable will be the same as that payable on letters patent for the incorporation of a company whose capital is of the same amount as the said increase.

No. 21-l.—On application for supplementary letters patent, other than those for the increase of capital, the fee will be 50% of the amount required as the fee for the incorporation.

For incorporating, by letters patent, city or town municipalities, in virtue of the statute III Edward VII, chap. 38.

No. 21-m.—On letters patent incorporating town municipalities, \$150.00.

No. 21-n.—City municipalities, \$250.00.

With, moreover, in both cases, the cost of publishing the notices and letters patent in the *Quebec Official Gazette*. 2026

No. 2116-06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to erect new school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Saint Joseph (des Cèdres), in the county of Soulanges, the lots known on the official cadastre of the parish of Saint Joseph des Cèdres, in the county of Soulanges, as numbers 1 and following to 16 inclusively, the numbers 124 and following to 147 inclusively, the numbers 308 and following to 425 inclusively, and all the lots situated in the incorporated village of Soulanges, known on the official cadastre of this village, as numbers 1 and following to 226 inclusively, and to erect this territory into a distinct school municipality by the name of Saint Laurent des Cèdres. 1940

Québec, 29th May, 1907.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Lauréat Pelletier, esquire, notary public, practising and residing in the parish of Saint Jérôme, county of Lake Saint John, district of Chicoutimi, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Séverin Dumais, in his lifetime, notary public, practising in the parish of Notre Dame de Hébertville, county and district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial code.

1768

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira au bureau des Terres de la Couronne, à Hull, P. Q., le 9 juillet 1907 et jours suivants, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,

Sous-ministre.

Département des Terres et Forêts. 1839.3

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF*Relatifs aux avis de Bill Privés*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with the act 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Quebec shall meet at the Crown Lands Office, at Hull, P. Q., on the 9th of July, 1907 and following days, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

E. E. TACHÉ,

Deputy Minister.

Department of Lands and Forests. 1840

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL*Relating to notices for Private Bills*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave or bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and

demandant, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

G. C. L.

1727

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoir, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du

printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

C. L. C.

1728

LEGISLATIVE ASSEMBLY,

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the perview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one news-

district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être républié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que des dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les incorporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen d'un tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour

paper in the french language. in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such

examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou l'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de réfondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

1729

Greffier de l'Assemblée Législative.

Avis Divers

LISTE DES GRADUÉS DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE, 1906-07.

MM. Joseph Mendelssohn, avec grande distinction ; Conrad Manseau, avec grande distinction ; Edouard Alfred Mercil, avec distinction ; Eugène Rodolphe Béique, avec distinction ; Damase Lepage, avec distinction ; Edmond Gabriel Hurtubise, Joseph Henri Valiquette, Oscar Paul Clovis Baudouin, Olier Dubuc, Albert Arsenault, Joseph Pierre Bernard Brault, Arthur Benjamin Normandin, Irénée Arthur Vallières, Enrique Tomaso Ortiz, Joachim Edouard Alfred McConville ; Joseph Guillaume Armand Malchelosse, d'une manière satisfaisante ; Réal Louis Sylvestre Lefebvre, d'une manière satisfaisante ; Alphonse Omer Beauchemin, d'une manière satisfaisante ; Hector Napoléon Cadieux, d'une manière satisfaisante.

1979

Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of and existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt in the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

1730

Clerk of the Legislative Assembly.

Miscellaneous Notices

LIST OF GRADUATES OF THE POLYTECHNIC SCHOOL, 1906-07.

Messrs. Joseph Mendelssohn, with great distinction ; Conrad Manseau, with great distinction ; Edouard Alfred Mercil, with distinction ; Eugène Rodolphe Béique, with distinction ; Damase Lepage, with distinction ; Edmond Gabriel Hurtubise, Joseph Henri Valiquette, Oscar Paul Clovis Baudouin, Olier Dubuc, Albert Arsenault, Joseph Pierre Bernard Brault, Arthur Benjamin Normandin, Irénée Arthur Vallières, Enrique Tomaso Ortiz, Joachim Edouard Alfred McConville ; Joseph Guillaume Armand Malchelosse, satisfactory ; Réal Louis Sylvestre Lefebvre, satisfactory ; Alphonse Omer Beauchemin, satisfactory ; Hector Napoléon Cadieux, satisfactory.

1980

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC

SECTION DE QUÉBEC.—SECTION OF QUEBEC.

Candidats à la pratique du Droit.—Candidates to practise of Law.

Examen de juillet 1907.—Examination of July, 1907.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.
Artois	Joseph Valmore.	Plus de 21 ans.—More than 21 years.	Québec.
Barbeau . . .	C. Marius	“ “ “ “	Sainte-Marie de Beauce.
Blais	Agénor	“ “ “ “	Québec.
Fortin	Joseph Edouard.	“ “ “ “	Baie Saint-Paul.
Gendron . . .	Charles	“ “ “ “	Saint-François de Montmagny.
Laliberte . .	Edgar	“ “ “ “	Saint-Jean Deschailons.
Lefebvre . . .	Arthur	“ “ “ “	Saint-Guillaume.
Lavergne . . .	Réal	“ “ “ “	Montmagny.
Métayer . . .	J. Alphonse	“ “ “ “	Québec.
Parent	Louis Emile	“ “ “ “	Québec.
Tessier	Emile	“ “ “ “	Rimouski.

CHARLES SMITH,

Secrétaire Barreau de Québec.—Secretary Quebec Bar.

Québec, 20 juin—20th June, 1907.

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

SECTION DE QUÉBEC.—SECTION OF QUEBEC.

Candidats à l'étude du Droit.—Candidates for the study of Law.

Examen de juillet 1907.—Examination of July, 1907.

Liste supplémentaire.—Supplementary list.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.	Collèges.
Darveau	Elzéar Alexandre	20 ans—years	Lévis	Lévis et—and Saint-Dunstan.
Maguire	Gordian Francis	21 ans—years	New Carlisle	Loyola College.

CHARLES SMITH,

Secrétaire Barreau de Québec.—Secretary Quebec Bar.

2011-12

Québec, 12 juin.—12th June, 1907.

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

Section d'Arthabaska.—Section of Arthabaska.

Candidats à la pratique.—Candidates to practice.

Examen de juillet 1907.—Examination of July, 1907.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.
Girouard	Arthur	Plus de 21 ans—Over 21 years	Arthabaska.
Poisson	Jules	“ “ “ “	“

LOUIS RENAUD LAVERGNE,

Secrétaire du barreau d'Arthabaska.—Secretary bar of Arthabaska.

Arthabaska, 17 juin—17th June, 1907.

1971-72

Tableau d'aspirant à l'étude de la profession d'avocat.

List of candidates for the study of the legal profession.

Nom et prénoms de l'aspirant. — Name and surnames of candidate.	Age.	Résidence.	Collèges où il a étudié. — Colleges where he studied.	Et l'emploi qu'il a exercé. — And employment in which he was engaged.
Russell, Sutherland Smart.....	22 ans.	Ottawa....	The Jarvis St. Collegiate Inst. Toronto; The Ontario school of practical science; Toronto University; Queen's college and University, Kingston, Ont.	Gérant du bureau, à Ottawa, de Fetherstonhaugh & Cie, agents pour patentes, depuis trois ans. —Manager of the office, at Ottawa, of Fetherstonhaugh & Co., patent agents for three years.

L. A. LEDUC,

Secrétaire du barreau du district d'Ottawa.—Secretary of the bar of the district of Ottawa.
Hull, 31 mai—31st May, 1907. 2007-08

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidats à la pratique du droit.—Candidates to the practice of the law.

Examens du 2 juillet 1907.—Examinations of 2nd July, 1907.

No.	Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Residence.
1	Angers.....	Eugène R.....	23	Montreal.
2	Barry.....	Léopold.....	21	"
3	Beauchemin.....	Alfred.....	30	"
4	Boivin.....	H.....	24	"
5	Bovey.....	Wilfrid.....	25	"
6	Brosseau.....	Jean Jacques.....	25	"
7	Coderre.....	Oscar.....	27	"
8	Creelman.....	J. J.....	25	"
9	DeLorimier.....	J. G. G.....	26	"
10	Dil'on.....	J. H.....	30	"
11	Durocher.....	Philippe.....	23	"
12	Godin.....	L. A. E.....	26	"
13	Gravel.....	J. A.....	27	"
14	Guimont.....	Ernest.....	23	"
15	Guyon.....	Honoré.....	24	"
16	Lamothe.....	O. A.....	24	"
17	Lancôt.....	Gustave.....	23	"
18	Martineau.....	Alphonse.....	23	"
19	Monty.....	Chs. E.....	24	"
20	Normandeau.....	J. E. B.....	23	"
21	Parkins.....	E. R.....	27	"
22	Pigeon.....	J. A. A.....	32	St-George d'Henriville.
23	Prud'homme.....	J. Alex.....	20 ans et 8 mois.	Montreal.
24	Roy.....	Euclide.....	26	"
25	Roy.....	Romuald.....	26	"
26	Saint-Pierre.....	Guill. B.....	22	"
27	Stackhouse.....	R. T.....	23	Lachute.
28	Thomeon.....	A. B.....	30	Montreal.
29	Walker.....	J. H. E.....	24	Westmount.
30	Walton.....	F. P.....	Plus de 21 ans.	Montreal.

J. A. N. PRUNEAU,

Secrétaire du barreau de Montréal.—Secretary, bar of Montreal.
Montréal, 18 juin 1907.—18th June, 1907. 2021-2

BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS.—BAR OF SAINT FRANCIS.

Candidat pour admission à l'étude du droit.—Candidate for admission to study of the law.

Examens du 2 juillet 1907.—Examinations of the 2nd July, 1907.

Nom. Name.	Prénoms. Surnames.	Résidence.	Age.	Ecole et Collège. School and College.
Lemay..	Joseph Henri....	Sherbrooke.....	21 ans—years....	Séminaire Saint-Charles Borromée, de Sherbrooke, Laval University.

Sherbrooke, 10 juin—10th June, 1907.

CHAS. D. WHITE,
Secrétaire.—Secretary.
1933-34.2

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidats pour admission à l'étude du droit.—Candidates for admission to study of the law.

Examens du 2 juillet 1907.—Examinations of the 2nd July, 1907.

No.	Noms. Names.	Prénoms. Surnames.	Age.	Résidence.	Collège.
1	Allan	Ralphe.....	19	Montréal.....	Laudsdowne Senior School Montreal.
2	Baillard.....	Alphonse.....	22	do	Mont Saint Louis, collège de Montréal et collège Sainte-Marie.
3	Brosseau.. ...	Claud.....	21	Saint-Hilaire....	Cours F. André, de Kerméno, collège de Loyola, etc.
4	Burnett.....	Ralph.....	19	Montréal.. ...	Montreal High School, Trinity Coll. Eng., Saint Alban School, &c.
5	Casgrain	P. F.....	20	do	Collège Sainte-Marie, Montréal.
6	Coughlin.....	D. P.....	21	do	Mont Saint-Louis et collège Loyola.
7	Cousins.....	G. V.....	21	do	West Mount Academy, McGill University.
8	Descarries....	T. N.....	22	Lachine.....	Collèges de Montréal, St-Laurent et Loyola
9	Dugas.....	J. H.....	23	Saint-Jacques L'Achigan.	Collège de L'Assomption et Cours de Kerméno
10	Douce.....	H. P.....	21	Montréal.....	Mont Saint-Louis
11	Dugas.....	Maurice.....	19	Joliette.....	Collèges Joliette et Sainte-Marie, Montréal
12	Duteau.....	Gustave.....	28	Montréal.....	Inst. Feller, Grande Ligne et Univ. McGill.
13	Eliasophe....	Solon.....	21	do	Quebec High School et prof. Jas. C. Hunter, M. A.
14	Gadbois.....	T. Emilien....	22	Belœil.....	Collège Comm. du Mont Saint-Bernard, Sorel, et collège Montréal.
15	Howard.....	C. G.....	20	Montréal.....	Protestant High School, McGill University.
16	Jamieson....	John S.....	29	do	Toronto University and McGill University.
17	Lajoie.....	Frs.....	23	do	Sém des Trois-Rivières et collège Sainte-Marie, Montréal.
18	Leclaire.....	Jean.....	20	do	Collège Sainte-Marie, Montréal.
19	Lighthstone ..	Bernard.....	20	do	Royal Arthur School and Catholic High School, Montreal.
20	Mathieu.....	Armand.....	21	do	Collège Sainte-Marie, Montréal, et Leblond de B. et de Boissieu.
21	Melanson....	Lionel.....	21	Ste-Marie Salomé	Collège de L'Assomption.
22	Millman.....	Lazarus.....	29	Montréal.....	University, Montreal.
23	Montle.....	J. M.....	25	do	Bedford Academy and Stanstead's College.
24	Morin.....	Paul.....	18	do	Protestant High School et collège Sainte-Marie, Montréal.
25	Penny.....	E. G.....	22	do	McGill University.
26	Raymond....	B. P.....	20	Ville Saint-Louis.	Collège Sainte-Marie, Montréal.
27	Renaud.....	Armand.....	20	Joliette.....	Collège Joliette, collège Sainte-Marie et Cours de Kerméno.
28	Saint-Pierre...	A. A.....	22	Montréal.....	Mont Saint-Louis.
29	Tessier.....	Camille.....	19	Berthierville....	Collèges de Berthierville, Joliette et Sainte Marie, Montréal.
30	Tétreau.....	Maurice.....	22	Montréal.....	Séminaire de Québec et collège Ste-Marie, Montréal.

J. PRUNEAU,
Secrétaire du barreau de Montréal.—Secretary, bar of Montreal.
1871-72.2

Montréal, 3 juin—3rd June, 1907.

BARREAU DE TROIS-RIVIERES.—BAR OF THREE RIVERS.

Candidat pour admission à l'étude du droit.—Candidate for admission to study of the law.

Examens du 2 juillet 1907.—Examinations of the 2nd July, 1907.

Nom.—Name.	Age.	Résidence.	Collège.
Albert Grenier.	20 ans—years.	Grand'Mère . . .	Séminaire de Trois-Rivieres et professeur J. Moraau.

J. A. DESY,
 Secrétaire du Barreau de Trois-Rivières.—Secretary Bar of Three Rivers.
 Trois-Rivières, 5 juin 1907.—Three Rivers, 5th June, 1907. 1931-32.2

AVIS.

DANS LA COUR DE L'ÉCHIQUIER DU CANADA.

Des séances spéciales de la cour d'Échiquier du Canada pour l'instruction de causes, etc., aura lieu aux temps et endroits suivants, savoir :

Au palais de justice, dans la cité de Montréal, P. Q., commençant lundi, le 11e jour de novembre A. D. 1907, à 11 heures a. m.

Au palais de justice, dans la cité de Québec, P. Q., commençant lundi, le 18e jour de novembre A. D. 1907, à 11 heures p. m.

Par ordre,

L. A. AUDETTE,

Régistrare.

1923.2

Cour Supérieure.—District de Montréal.

No 2908.

Dame Zéphérina Dézielle dit Labrèche, épouse commune en biens de Nazaire Reigoiar, hôtelier, des cité et district de Montréal, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

GEOFFRION & BEAUCHAMP,

Procureurs de la demanderesse

Montréal, 10 juin 1907. 1935.2

Province de Québec, }
 District d'Arthabaska. } Cour Supérieure.
 No 115.

Dame Philomène Delorme, de la ville de Victoria-ville, épouse commune en biens de Honoré Lambert, autrefois de la paroisse de Saint-Médard de Warwick, et actuellement dans les états-unis d'Amérique; la dite Dame Philomène Delorme dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Honoré Lambert, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a, ce jour, été instituée contre le défendeur.

PERRAULT & PERRAULT,

Procureurs de la demanderesse.

Arthabaska, 27 mai 1907. 1927.2

Province de Québec, }
 District d'Arthabaska. } Cour Supérieure.
 No 120.

Dame Agnès Larivé, de Saint-Cyrille de Wendover, épouse de Edouard Lessard, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Edouard Lessard, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 3e jour de juin 1907.

J. V. MARCEAU,

Procureur de la demanderesse.

Arthabaska, 3 juin 1907. 1829.3

NOTICE.

IN THE EXCHEQUER COURT OF CANADA.

Special sittings of The Exchequer Court of Canada, for the trial of cases, &c., will be holden at the following times and places, viz :

At the court house, in the city of Montreal, P. Q., commencing on Monday, the 11th day of November A. D., 1907, at 11 a. m.

At the court house, in the city of Quebec, P. Q., commencing on Monday, the 18th day of November A. D. 1907, at 11 a. m.

By order,

L. A. AUDETTE,

Registrar.

1924

Superior Court.—District of Montréal.

No. 2908.

Dame Zéphérina Dézielle dit Labrèche, wife common as to property of Nazaire Reignier, of the city and district of Montreal, hotelkeeper, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

GEOFFRION & BEAUCHAMP,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 10th June, 1907. 1936

Province of Quebec, }
 District of Arthabaska. } Superior Court.
 No. 115.

Dame Philomène Delorme, of the town of Victoria-ville, wife common as to property of Honoré Lambert, heretofore of the parish of Saint Médard de Warwick, and actually in the united states of America; the said Philomène Delorme duly authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

vs

The said Honoré Lambert, Defendant.

An action for separation of bed and property has been, this day, instituted against the defendant.

PERRAULT & PERRAULT,

Attorneys for plaintiff.

Arthabaska, 27th May, 1907. 1928

Province of Quebec, }
 District of Arthabaska. } Superior Court.
 No. 120.

Dame Agnès Larivé, of Saint Cyrille de Wendover, wife of Edouard Lessard, farmer, of the same place, duly authorized to appear in judicial proceedings,

Plaintiff ;

vs

Edouard Lessard, Defendant.

A suit for separation of property has been taken in this cause, on the 3rd day of June, 1907.

J. V. MARCEAU,

Attorney for plaintiff.

Arthabaska, 3rd June, 1907. 1830

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 No 2060.
 Dame Sarah Lentz, des cité et district de Montréal,
 épouse commune en biens de William Adler, du
 même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;
 vs
 Le dit William Adler, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée,
 ce jour, dans cette cause.
 L. S. MARGOLESE,
 Procureur de la demanderesse.
 Montréal, 22 mai 1907. 1787.4

Province de Québec, }
 District de Saguenay. } *Cour Supérieure.*
 No 1656.
 Dame Marie Gauthier, Demanderesse ;
 vs
 Ernest Lessard, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été intentée
 à la demande de Dame Marie Gauthier, de Grandes
 Bergeronnes, contre son époux, Ernest Lessard, du
 même lieu, le 29 avril 1907.
 LEVESQUE & TREMBLAY,
 Procureurs de la demanderesse.
 Chicoutimi, 21 mai 1907. 1705.5

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 949.
 Avis est par le présent donné que Dame Agnès
 Turgeon, épouse commune en biens de Joseph Jean
 Petit Clair, plâtrier, tous deux des cité et district
 de Montréal, a, ce jour, institué une action en sé-
 paration de biens contre son époux.
 G. A. MARSAN,
 Procureur de la demanderesse.
 Montréal, 4 juin 1907. 1831.3

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Terrebonne. }
 No 227.
 Dame Mathilde Laframboise, de la paroisse de
 Sainte-Scholastique, district de Terrebonne, due-
 ment autorisée, a institué, ce jour, une action en
 séparation de biens contre son mari, Louis Légaré,
 père, charretier, du même lieu.
 ETHIER & LALANDE,
 Procureurs de la demanderesse.
 Sainte-Scholastique, 4 mai 1907. 1707.5

Cour Supérieure—Quebec.
 No 1238.
 Adèle Corriveau, épouse commune en biens de
 Évangéliste Corriveau, de la paroisse de Saint-
 Valier, dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;
 vs
 Le dit Évangéliste Corriveau, Défendeur.
 Une action en séparation de corps et de biens a
 été instituée en cette cause, le 18 avril 1907.
 TURGEON, ROY & LANGLAIS,
 Procureurs de la demanderesse.
 Québec, 22 mai 1907. 1703.5

Province de Québec, }
 District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*
 No 3498.
 Dame Augustine Ouellet, de la paroisse de Saint-
 Ulric de la rivière Blanche, épouse de Charles Roy,
 du même lieu, district de Rimouski, journalier, a
 institué en cette cause une action en séparation de
 biens contre le dit Charles Roy, le 21 mai 1907.
 TESSIER, Fiset & TESSIER,
 Procureurs de la demanderesse.
 Rimouski, 4 juin 1907. 1905.3

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2060.
 Dame Sarah Lentz, of the city and district of Mon-
 treal, wife common as to property of William
 Adler, of the same place, duly authorized to
 ester en justice, Plaintiff ;
 vs
 The said William Adler, Defendant.
 An action for separation as to property has, this
 day, been instituted in this cause.
 L. S. MARGOLESE,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 22nd May, 1907. 1788

Province of Quebec, }
 District of Saguenay. } *Superior Court*
 No. 1656.
 Dame Marie Gauthier, Plaintiff ;
 vs
 Ernest Lessard, Defendant.
 A suit for separation of property has been brought
 at the instance of Dame Marie Gauthier, of Grandes
 Bergeronnes, against her husband, Ernest Lessard,
 of the same place, on the 29th of April, 1907.
 LEVESQUE & TREMBLAY,
 Attorneys for plaintiff.
 Chicoutimi, 21st May, 1907. 1706

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court*
 No. 949.
 Notice is hereby given that Dame Agnès Tur-
 geon, wife common as to property of Joseph Jean
 Petit Clair, plasterer, both of the city and district
 of Montreal, has, this day, sued her husband for
 separation as to property.
 G. A. MARSAN,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 4th June, 1907. 1832

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Terrebonne }
 No. 227.
 Dame Mathilde Laframboise, of the parish of
 Sainte Scholastique, district of Terrebonne, duly
 authorized, has, this day, brought a suit for separa-
 tion of property against her husband, Louis
 Légaré, senior, carter, of the same place.
 ETHIER & LALANDE,
 Attorneys for plaintiff.
 Sainte Scholastique, 4th May, 1907. 1708

Superior Court.—Quebec.
 No. 1238.
 Adele Corriveau, wife common as to property of
 Evangeliste Corriveau, of the parish of Saint
 Valier, duly authorized to appear in judicial
 proceedings, Plaintiff ;
 vs
 The said Evangeliste Corriveau, Defendant.
 A suit for separation from bed and board has
 been brought in this cause, on the 18th of April,
 1907.
 TURGEON, ROY & LANGLAIS,
 Attorneys for plaintiff.
 Quebec, 22nd May, 1907. 1704

Province of Quebec, }
 District of Rimouski. } *Superior Court.*
 No. 3498.
 Dame Augustine Ouellet, of the parish of Saint
 Ulric de la rivière Blanche, district of Rimouski,
 wife of Charles Roy, of the same place, laborer, has
 instituted in this case an action for separation as to
 property against the said Charles Roy, the 21st
 May, 1907.
 TESSIER, Fiset & TESSIER,
 Attorneys for plaintiff.
 Rimouski, 4th June, 1907. 1906

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No. 19.

Dame Malvina Aubertin, de la ville de Magog, dans le district de Saint-François, épouse de Ludger Lacroix, hôtelier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,
Demanderesse ;

vs

Ludger Lacroix, hôtelier, de la ville de Magog, dans le district de Saint-François,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le quatra juin 1907.

ALF. TOURIGNY,

Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 4 juin 1907. 1861.3

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2847

Dame Sophie Bercovitch, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens du dit Marco Labis, et dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Marco Labis, de la cité et du district de Montréal, peintre,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

HENRY WEINFELD,

Avocat de la demanderesse.
Montréal, 30 mai 1907. 1807.4

Avis est par le présent donné qu'en vertu de la loi intitulée : "Loi pour venir en aide à certains corps religieux", (Q. 1905, chap. 21), une requête sera présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la "Calvary Congregational Church, Montreal," demandant incorporation en vertu de la dite loi, et que la dite requête sera ainsi présentée le vingt-cinquième jour de juin prochain 1907.

CUSHING & BARRON,

Notaires publics pour les requérants.
Montréal, 20 mai 1907. 1739.4

Avis est par le présent donné qu'en vertu de la loi intitulée : "Loi pour venir en aide à certains corps religieux", (Q. 1905, chap. 21), une requête sera présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par "The Point Saint Charles Congregational Church, Montreal", demandant incorporation en vertu de la dite loi, et que la dite requête sera ainsi présentée le vingt-cinquième jour de juin prochain 1907.

CUSHING & BARRON,

Notaires publics pour les requérants.
Montréal, 20 mai 1907. 1663.5

CHAMBRE DES NOTAIRES.

SECRETARIAT DE MONTRÉAL.

Avis public est par le présent donné par moi, soussigné, Narcisse Pérodeau, l'un des secrétaires de la dite chambre des notaires, que par ordonnance de la dite chambre, en date du treizième jour de juillet dernier, M. Isaïe Gingras, notaire, résidant à Longueuil, dans le district de Montréal, a été suspendu pour non-paiement de ses arrérages à la dite chambre des notaires.

Cette suspension prendra effet le vingt-deux juin prochain, et ne se terminera qu'après paiement par dit Isaïe Gingras, de ses arrérages dus à la dite chambre des notaires, et de tous les frais résultant de la dite ordonnance et de sa mise à exécution.

En foi de quoi, j'ai signé le présent à Montréal, ce vingt-huit mai mil neuf cent sept.

1757.4

N. PÉRODEAU,
Sec. C. N.

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 19.

Dame Malvina Aubertin, of the town of Magog, in the district of Saint Francis, wife of Ludger Lacroix, of the same place, hotelkeeper, duly authorized to ester en justice aux fins des présentes,
Plaintiff ;

vs

Ludger Lacroix, of the town of Magog, district of Saint Francis, hotelkeeper,
Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the fourth day of June, 1907.

ALF. TOURIGNY,

Attorney for plaintiff.
Sherbrooke 4th June, 1907. 1862

Province of Quebec,
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2847.

Dame Sophie Bercovitch, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Marco Labis, and duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

Marco Labis, of the same place, painter,
Defendant.

An action for separation as to property, has this days, been instituted by plaintiff against defendant.

HENRY WEINFELD,

Attorney for plaintiff.
Montreal, 30th May, 1907. 1808

Notice is hereby given that, in accordance with the act entitled : "An act for the relief of certain religious bodies", (Q. 1905, chap. 21), a petition will be presented to the Lieutenant Governor in council, by "Calvary Congregational Church, Montreal", praying for incorporation under the said act, and that the said petition will be so presented on the twenty fifth day of June next, 1907.

CUSHING & BARRON,

Notaries public for petitioners.
Montreal, 20th May, 1907. 1740

Notice is hereby given that, in accordance with the act entitled : "An act for the relief of certain religious bodies", (Q. 1905, chap. 21), a petition will be presented to the Lieutenant Governor in Council, by "The Point Saint Charles Congregational Church, Montreal", praying for incorporation under the said act, and that the said petition will be so presented on the twenty fifth day of June next, 1907.

CUSHING & BARRON,

Notaries public for petitioners.
Montreal, 20th May, 1907. 1664

BOARD OF NOTARIES.

OFFICE OF SECRETARY FOR MONTRÉAL.

Public notice is hereby given by the undersigned, Narcisse Pérodeau, one of the secretaries of the said board of notaries, that by a decree of the said board, dated the thirteenth day of July last, Mr. Isaïe Gingras, notary, residing at Longueuil, in the district of Montreal, has been suspended for non-payment of his arrears to the said board of notaries.

This suspension will take effect on the twenty second of June next, and will cease only after payment by the said Isaïe Gingras, of his arrears due to the said board of notaries, and of all costs resulting by said decree and the execution thereof.

In witness whereof, I have signed these presents at Montreal, this twenty-eighth day of May, one thousand nine hundred and seven.

1758

N. PÉRODEAU,
Sec. B. N.

CHAMBRE DES NOTAIRES.

SECRETARIAT DE MONTRÉAL.

Avis public est par le présent donné par moi, soussigné, Narcisse Pérodeau, l'un des secrétaires de la dite chambre des notaires, que par ordonnance de la dite chambre, en date du treizième jour de juillet dernier, M. François-Xavier Alcide Lesage, notaire, résidant à L'Assomption, dans le district de Joliette, a été suspendu pour non-paiement de ses arrérages à la dite chambre des notaires.

Cette suspension prendra effet le vingt-deux juin prochain, et ne se terminera qu'après paiement, par le dit François-Xavier Alcide Lesage, de ses arrérages dus à la dite chambre des notaires, et de tous les frais résultant de la dite ordonnance et de sa mise à exécution.

En foi de quoi, j'ai signé le présent à Montréal, ce vingt-huit mai mil neuf cent sept.

N. PERODEAU,
Sec. C. N.

1753.4

CHAMBRE DES NOTAIRES.

SECRETARIAT DE MONTRÉAL.

Avis public est par le présent donné par moi, soussigné, Narcisse Pérodeau, l'un des secrétaires de la dite chambre des notaires, que par ordonnance de la dite chambre, en date du treizième jour de juillet dernier, M. Victor Samuel David, notaire, résidant à Saint-Roch, dans le district de Richelieu, a été suspendu pour non-paiement de ses arrérages à la dite chambre des notaires.

Cette suspension prendra effet le vingt-deux juin prochain, et ne se terminera qu'après paiement, par le dit Victor Samuel David de ses arrérages dus à la dite chambre des notaires, et de tous les frais résultant de la dite ordonnance et de sa mise à exécution.

En foi de quoi, j'ai signé le présent à Montréal, ce vingt-huit mai mil neuf cent sept.

N. PERODEAU,
Sec. C. N.

1755.4

CHAMBRE DES NOTAIRES.

SECRETARIAT DE MONTREAL.

Avis public est par le présent donné par moi, soussigné, Narcisse Pérodeau, l'un des secrétaires de la dite chambre des notaires, que par ordonnance de la dite chambre, en date du treizième jour de juillet dernier, M. Herbert Story Hunter, notaire, résidant à Montréal, dans le district de Montréal, a été suspendu pour non-paiement de ses arrérages à la dite chambre des notaires.

Cette suspension prendra effet le vingt-deux juin prochain, et ne se terminera qu'après paiement, par le dit Herbert Story Hunter, de ses arrérages dus à la dite chambre des notaires, et de tous les frais résultant de la dite ordonnance et de sa mise à exécution.

En foi de quoi, j'ai signé le présent à Montréal, ce vingt-huit mai mil neuf cent sept.

N. PERODEAU,
Sec. C. N.

1759.4

CHAMBRE DES NOTAIRES.

SECRETARIAT DE MONTRÉAL.

Avis public est par le présent donné par moi, soussigné, Narcisse Pérodeau, l'un des secrétaires de la dite chambre des notaires, que par ordonnance de la dite chambre, en date du treizième jour de juillet dernier, M. Napoléon Clovis Mathieu, no-

BOARD OF NOTARIES.

OFFICE OF SECRETARY FOR MONTREAL.

Public notice is hereby given by the undersigned, Narcisse Pérodeau, one of the secretaries of the said board of notaries, that by a decree of the said board, dated the thirteenth day of July last, Mr. François-Xavier Alcide Lesage, notary, residing at L'Assomption, in the district of Joliette, has been suspended for non-payment of his arrears to the said board of notaries.

This suspension will take effect on the twenty second of June next, and will cease only after payment by the said François-Xavier Alcide Lesage, of his arrears due to the said board of notaries, and of all costs resulting by said decree and the execution hereof.

In witness whereof, I have signed these presents at Montreal, this twenty-eighth day of May, one thousand nine hundred and seven.

N. PERODEAU,
Sec. B. N.

1754

BOARD OF NOTARIES.

OFFICE OF THE SECRETARY FOR MONTREAL.

Public notice is hereby given by the undersigned, Narcisse Pérodeau, one of the secretaries of the said board of notaries, that by a decree of the said board, dated the thirteenth day of July last, Mr. Victor Samuel David, notary, residing at Saint Roch, in the district of Richelieu, has been suspended for non-payment of his arrears to the said board of notaries.

This suspension will take effect on the twenty second of June next, and will cease only after payment, by the said Victor Samuel David, of his arrears due to the said board of notaries, and of all costs resulting by said decree and the execution thereof.

In witness whereof, I have signed these presents at Montreal, this twenty eighth day of May, one thousand nine hundred and seven.

N. PERODEAU,
Sec. B. N.

1756

BOARD OF NOTARIES.

OFFICE OF SECRETARY FOR MONTREAL.

Public notice is hereby given by the undersigned, Narcisse Pérodeau, one of the secretaries of the said board of notaries, that by a decree of the said board, dated the thirteenth day of July last, Mr. Herbert Story Hunter, notary, residing at Montreal, in the district of Montreal, has been suspended for non-payment of his arrears to the said board of notaries.

This suspension will take effect on the twenty second of June next, and will cease only after payment, by the said Herbert Story Hunter, of his arrears due to the said board of notaries, and of all costs resulting by said decree and the execution thereof.

In witness whereof, I have signed these presents at Montreal, this twenty eighth day of May, one thousand nine hundred and seven.

N. PERODEAU,
Sec. B. N.

1760

BOARD OF NOTARIES.

OFFICE OF SECRETARY FOR MONTREAL.

Public notice is hereby given by the undersigned, Narcisse Pérodeau, one of the secretaries of the said board of notaries, that by a decree of the said board, dated the thirteenth day of July last, Mr. Napoléon Clovis Mathieu, notary, residing at Montreal, in the

taire, résidant à Montréal, dans le district de Montréal, a été suspendu pour non-paiement de ses arriérés à la dite chambre des notaires.

Cette suspension prendra effet le vingt-deux juin prochain, et ne se terminera qu'après paiement, par le dit Napoléon Clovis Mathieu, de ses arriérés dus à la dite chambre des notaires, et de tous les frais résultant de la dite ordonnance et de sa mise à exécution.

En foi de quoi, j'ai signé le présent à Montréal, ce vingt-huit mai mil neuf cent sept.

N. PERODEAU,
Sec. C. N.

1761.4

Avis de Faillites

Cour Supérieure.—Québec.

In re Latouche & Lemay, marchands, Québec, Faillis.

Avis est par le présent donné que, par jugement de la cour supérieure de Québec, j'ai été nommé curateur en cette affaire.

Les créanciers sont requis de produire entre mes mains leurs réclamations sous un mois de cette date.

ALFRED LEMIEUX,
Curateur.

No 5, rue Notre-Dame.
Lévis, 15 juin 1907.

1987

Cour Supérieure.—Québec.

In re J. I. Garneau, de Lévis, Failli.

Avis est par le présent donné que, par jugement de la cour supérieure de Québec, j'ai été nommé curateur en cette affaire.

Les créanciers sont requis de produire entre mes mains leurs réclamations sous trente jours de cette date.

ALFRED LEMIEUX,
Curateur.

No 5, rue Notre-Dame.
Lévis, 15 juin 1907.

1989

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*

Dans l'affaire de H. Laurencelle, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 17^e jour de juin, par ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur des biens du dit failli, qui en a fait un abandon pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être déposées devant moi sous trente jours de cet avis.

JOHN McD. HAINS,
Curateur.

Bâtisses Fraser, 43, rue Saint-Sacrement,
Montréal, 17 juin 1907.

1985

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*

Dans l'affaire de "American Costume Co.," Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 10^e jour de juillet 1907, le et après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques.
Montréal, 22 juin 1907.

2001

district of Montreal, has been suspended for non-payment of his arrears to the said board of notaries.

This suspension will take effect on the twenty second of June next, and will cease only after payment, by the said Napoléon Clovis Mathieu, of his arrears due to the said board of notaries, and of all costs resulting by said decree and the execution thereof.

In witness whereof, I have signed these presents at Montreal, this twenty eighth day of May, 1907, thousand nine hundred and seven.

N. PERODEAU,
Sec. B. N.

1762

Bankrupt Notices

Superior Court—Québec.

In re Latouche & Lemay, merchants, Québec, Insolvent.

Notice is hereby given that, by an order of the superior court of Québec, I have been appointed curator to this estate.

Creditors are requested to file their claims with me within one month from this date.

ALFRED LEMIEUX,
Curator.

No. 5, Notre Dame street.
Lévis, 15:th June, 1907.

1988

Superior Court.—Québec.

In re J. I. Garneau, of Lévis, Insolvent.

Notice is hereby given that, by a judgment of the superior court of Québec, I have been appointed curator to this estate.

Creditors are requested to file their claims with me within thirty days.

ALFRED LEMIEUX,
Curator.

No. 5, Notre-Dame street.
Lévis, 15th June, 1907.

1990

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of H. Laurencelle, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 17th June, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvent, abandoned by him for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

JOHN McD. HAINS,
Curator.

Fraser Buildings, 43, Saint-Sacrement street,
Montreal, 17th June, 1907.

1986

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of the American Costume Co., Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until 10th day of July, 1907, on and after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.
Montreal, 22nd June, 1907.

2002

District de Rimouski.

Re Charles Roy, marchand, Rivière Blanche,
Insolvable.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 8 juillet 1907, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.
V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 19 juin 1907. 1999

Province de Québec, }
District de Joliette. } Cour Supérieure.
In re Deliphat Gaudette, marchand, Saint-Jacques
de l'Achigan, Insolvable.
Un second et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera ouvert à objection jusqu'au 8 juillet 1907, et après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.
H. LAMARRE,
Curateur.

Bureau : 99, rue Saint-Jacques.
Montréal, 19 juin 1907. 2019

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
Dans l'affaire de J. N. Lefebvre, Montréal.
Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans la susdite affaire et sera sujet à objection jusqu'au 10e jour de juillet 1907, le ou après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des sous-signés.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs-conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques.
Montréal, 22 juin 1907. 2003

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 155.
Dans l'affaire de " St-Laurence Hardware & Co., "
marchand de fer, Montréal, Québec,
Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 8 juillet 1907, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

J. A. GARIEPY,
Curateur.

JODOIN & RENAUD,
Avocats. 2027

En Liquidation

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
Dans l'affaire de Bode's Gum Company,
En liquidation ;

et
MM. A. W. Wilks et al, Liquidateurs.

Avis est par le présent donné qu'une assemblée des créanciers et personnes intéressées dans la susdite compagnie, aura lieu à la chambre 35, dans le palais de justice, Montréal, le vingt-septième jour de juin courant, à dix heures a. m., dans le but de soumettre les comptes de la compagnie en liquida-

District of Rimouski.

Re Charles Roy, merchant, Rivière Blanche,
Insolvent.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 8th July, 1907, after which date this dividend will be payable at my office.
V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Bldg.
Quebec, 19th June, 1907. 2009

Province of Quebec, }
District of Joliette. } Superior Court.
In re Deliphat Gaudette, merchant, Saint Jacques
de l'Achigan, Insolvent.
A second and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 8th July, 1907, and after which date this dividend will be payable at my office.
H. LAMARRE,
Curator.

Office : 99, Saint James street.
Montreal, 19th June, 1907. 2020

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
In the matter of J. N. Lefebvre, Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in the above matter, which will be open to objection until 10th July, 1907, on and after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.
Montreal, 22nd June, 1907. 2004

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 155.
In the matter of St. Lawrence Hardware & Co.,
dealer in hardware, Montreal, Quebec,
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the 8th of July, 1907, after which date this dividend will be payable at my office.

J. A. GARIEPY,
Curator.

JODOIN & RENAUD,
Advocates. 2028

In Liquidation

UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
In the matter of Bode's Gum Company,
In liquidation ;

and
Messrs. A. W. Wilks et al, Liquidators.

Notice is hereby given that a meeting of the creditors and persons interested in the above company, will be held at room 35, at the court house, Montreal, on the twenty seventh day of June instant, at ten a. m., for the purpose of submitting the accounts of the company in liquidation and

tion et accepter la requête demandant d'approuver et payer les honoraires des liquidateurs et inspecteurs.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Liquidateurs.

Montréal, 12 juin 1907.

1975

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Bedford.

Arthabaska, à savoir : } EDGAR S. CHAPMAN
No 7802. } & WILLIAM H. CHAPMAN, co-associés, sous la raison sociale de Chapman Frère, Demandeurs ; contre LOUIS LASONDE, de Brome, et W. STANISLAS BROCHU, de Daveluyville, Défendeurs.

Comme appartenant à W. S. Brochu :

Un emplacement situé dans le village de Daveluyville, connu et désigné au cadastre de Bulstrode, comme étant la moitié nord du numéro quarante et un-cent (No 41-100) ; borné en front au chemin public du premier rang de Bulstrode, en arrière à la rivière Bécancour, d'un côté, au sud, à Joseph Paquin, et de l'autre côté, au nord, à Joseph Blais—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne du Sault, le VINGT-TROISIEME jour de JUILLET prochain, 1907, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif,
Arthabaska, 18 juin 1907

Shérif,
2005

[Première publication, 22 juin 1907.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } J. E. METHOT, avocat,
No 76. } J. C. R., Demandeur ;
contre ADELARD FRADETTE, Défendeur.

Un immeuble sis et situé dans la paroisse de Notre-Dame de Lourdes, étant la moitié ouest du lot numéro neuf, du canton de Stanfold, dans le troisième rang du dit canton, connu et désigné au cadastre et plan officiels, comme étant la moitié ouest du dit lot numéro neuf, dans le troisième rang du dit canton ; borné d'un côté au lot numéro dix, côté ouest à J. O. Huard, du côté sud à J. P. Nadeau, du côté est à Calixte Fradette, et du côté nord au chemin du Roi.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Lourdes, le DEUXIEME jour JUILLET prochain, 1907, à TROIS heures de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif,
Arthabaska, 27 mai 1907.

Shérif,
1783.2

[Première publication, 1er juin 1907.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Quebec.

Beauce, à savoir : } CHARLES AUDET, Deman-
No 1810. } deur ; contre LES HERI-
TIERS de feu Pierre Goupil, Défendeurs.

passing upon the petition to have the fees of the liquidators and inspectors approved and paid.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Liquidators.

Montreal, 12th June, 1907.

1976

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Arthabaska, to wit : } EDGAR S. CHAPMAN &
No. 7802. } WILLIAM H. CHAPMAN, co-partners, under style of Chapman Bros. Plaintiffs ; against LOUIS LASONDE, of Brome, and W. STANISLAS BROCHU, of Daveluyville, Defendants.

As belonging to W. S. Brochu :

An emplacement situate in the village of Daveluyville, known and described in cadastre of Bulstrode, as being the north half of lot number forty one-hundred (No. 41-100) ; bounded in front by the highway of the first range of Bulstrode, in the rear by the Bécancour river, on one side, southerly, to Joseph Paquin, and on the other side, northerly, to Joseph Blais—with the buildings thereon erected.

To be sold at parochial church door of Sainte Anne du Sault, on the TWENTY THIBD day of JULY next, 1907, at the hour of TEN in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office,
Arthabaska, 18th June, 1907.

Sheriff,
2006

[First published, 22nd June, 1907.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } J. E. METHOT, advocate,
No. 76. } J. K. C., Plaintiff ; against
ADELARD FRADETTE, Defendant.

A piece of land lying and being in the parish of Notre Dame de Lourdes, being the west half of lot number nine, in the township of Stanfold, in the third range of said township, known and described on the official plan and cadastre, as being the west half of said lot number nine, in the third range of said township ; bounded on one side to lot number ten, west side to J. O. Huard, on the south side to J. P. Nadeau, on east side to Calixte Fradette, and on the north side to the highway.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame de Lourdes, on the SECOND day of JULY next, 1907, at THREE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office,
Arthabaska, 28th May, 1907.

Sheriff,
1784

[First published, 1st June, 1907.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Quebec.

Beauce, to wit : } CHARLES AUDET, Plaintiff ;
No. 1810. } C against THE HEIRS of the
late Pierre Goupil, Defendants.

Les lots numéros deux cent vingt-huit (228), deux cent vingt-neuf (229), deux cent trente (230) et deux cent vingt-deux (222), du cinquième rang du canton de Buckland—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Nazaire de Dorchester, le VINGT-TROISIEME jour de JUILLET, prochain (1907), à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village Saint Joseph, Beauce, 17 juin 1907.

1973

[Première publication, 22 juin 1907.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Province de Québec, } JOSEPH ALFRED
District de Beauharnois. } MASSON, Deman-
No 5272 } deur; contre DUNCAN
McRAY, Défendeur.

La moitié indivise d'une terre située dans le canton de Dundee, connue et désignée aux plan et sur le livre de renvoi officiels sous le numéro quinze (15), du deuxième rang du dit canton de Dundee, dans le comté de Huntingdon—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Agnès de Dundee, MARDI, le VINGT-TROISIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 14 juin 1907. 1983

[Première publication, 22 juin 1907.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Province de Québec, } J. WILLIAM SHAW &
District de Montréal. } CIE., Demandeurs;
No 2461. } vs CLEMENT MARCIL,
Défendeur.

Un emplacement situé dans le village de Saint-Jean Chrysostôme, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, comme partie du numéro sept cent neuf (709); borné comme suit: au nord-est par partie du numéro sept cent neuf (709), au nord-ouest par la rue du Moulin, au sud-ouest par le numéro six cent seize (616), et au sud-est par la Rivière Noire—avec une maison et autres dépendances sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, MERCREDI, le VINGT-QUATRIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 15 juin 1907. 1981

[Première publication, 22 juin 1907.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Lots numbers two hundred and twenty eight (228), two hundred and twenty nine (229), two hundred and thirty (230) and two hundred and twenty two (222), of the fifth range of the township of Buckland—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Nazaire de Dorchester, on the TWENTY THIRD day of JULY next (1907), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Village of Saint Joseph, Beauce, 17th June, 1907.

1974

[First published, 22nd June, 1907.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Province of Quebec, } JOSEPH ALFRED
District of Beauharnois. } MASSON, Plaintiff;
No. 5272. } against DUNCAN
McRAY, Defendant.

The undivided half of a land situate in the township of Dundee, known and described on the official plan and book of reference as number fifteen (15), of the second range of the said township of Dundee, in the county of Huntingdon—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parish church door of the parish of Saint Agnes of Dundee, on TUESDAY, the TWENTY-THIRD day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry of Valleyfield, 14th June, 1907. 1984

[First published, 22nd June, 1907.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Province of Quebec, } J. WILLIAM SHAW &
District of Montreal. } CO., Plaintiffs; vs.
No. 2461. } CLEMENT MARCIL,
Defendant.

A lot situate in the village of Saint John Chrysostom, known and described on the official plan and book of reference of the parish of Saint John Chrysostom, as part of the number seven hundred and nine (709); bounded as follows: on the north east by part of number seven hundred and nine (709), on the north west by du Moulin street, on the south west by number six hundred and sixteen (616), and on the south east by Black River—with a house and other dependencies thereon erected.

To be sold at the parish church door of the parish of Saint John Chrysostom, on WEDNESDAY, the TWENTY-FOURTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's office, Sheriff.
Salaberry of Valleyfield, 15th June, 1907. 1982

[First published, 22nd June, 1907.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } JOHN C. MILTIMORE,
 District de Bedford } Demandeur; contre les
 No 7799. } terres et tenements de
 GEORGE W. BATES, en sa qualité de tuteur aux
 enfants mineurs issus du mariage de William Lee,
 de Barton Landing, dans l'état du Vermont, un des
 états unis d'Amérique, et son épouse décédée,
 Dame Maria Edna Bates, Défendeur.

Ce morceau de terre de forme irrégulière, for-
 mant partie du lot numéro 13, dans le 3^e rang,
 arpentage primitif du canton de Dunham, dans le
 district de Bedford, et maintenant connu sur le
 plan et au livre de renvoi officiels du dit canton de
 Dunham, sous le numéro deux cent quarante-huit
 (248)—avec toutes les améliorations faites, et contenant
 vingt cinq (25) acres en superficie, plus ou
 moins.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
 de la paroisse de Sainte-Croix, dans le village de
 Dunham et district de Bedford, le SIXIEME jour
 de JUILLET prochain, 1907, à DIX heures de
 l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif,

Sweetsburg, 28 mai 1907.

[Première publication, 1er juin 1907.]

Shérif.

1785.2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } JOHN C. MILTI-
 District of Bedford. } MORE, Plaintiff;
 No. 7799. } against the lands and
 tenements of GEORGE W. BATES, in his quality
 of tutor to the minor children issue of the mar-
 riage of William Lee, of Barton Landing, in the
 state of Vermont, one of the united states of
 America, and his deceased wife, Dame Maria Edna
 Bates, Defendant.

That certain piece of land of irregular figure, form-
 ing part of lot number 13, in the 3rd range of the
 primitive survey of the township of Dunham, in the
 district of Bedford, and now known on the official
 plan and book of reference of the said township of
 Dunham, by the number two hundred and forty
 eight (248)—with all improvements thereon, and
 containing twenty-five (25) acres in superficies,
 more or less.

To be sold at the parochial church door of the
 parish of Sainte Croix, in the village of Dunham
 and district of Bedford, on the SIXTH day of JULY
 next, 1907, at the hour of TEN of the clock in the
 forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office,

Sweetsburg, 28th May, 1907.

[First published, 1st June, 1907.]

Sheriff.

1786

Ventes par le Shérif—Gaspé

AVIS PUBLIC est par le présent donne que
 les TERRES et HERITAGES sous-mention-
 nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
 lieux respectifs tel que mentionné plus bas

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE
TERRIS.

Cour Supérieure.—Rimouski.

Province de Québec, } PIERRE H. TARDIF,
 District de Rimouski. } Demandeur; contre
 No 3229. } JOSEPH HENRI COUR-
 CHESNE, Défendeur.

Une certaine propriété immobilière étant les lots
 numéros sept cent cinquante-six, sept cent cin-
 quante-sept, sept cent cinquante-huit, sept cent
 cinquante et un, sept cent soixante et deux (756,
 757, 758, 761, 762), du cadastre officiel et au livre
 de renvoi du canton de Hope, dans la première
 division d'enregistrement du comté de Bonaven-
 ture—avec un moulin à scie et tous les accessoires
 et appartenances du dit moulin à scie, à distraire de
 la dite vente les morceaux de machines suivants
 pour lesquels main levée a été donnée, savoir :

Un engin 10 x 16, crank double.

Une chaudière à vapeur 44 x 11, 10 pieds de
tubes.

Demi-devant, grille, colonne d'eau, 45 pieds.

Tuyau à fumée et les connections entre l'engin et
la chaudière.Un grément de scie à droite, à cône et à câble
avec une scie "48", gréments à dents rapportées 2½.Un planeur universel avec un set de bouvets et 2
sets de couteaux embouveteurs de 1 à 3.

Les ferrures de scie à butter avec scie 40.

Une machine à bardeaux, une polie 60 x 12.

32 pieds-shaft 2½, 6 marbres 2½, une polie 45 x 15.

2 poulies 48 x 8, 1 sifflet 3.

Aussi une maison, grange et autres bâties sus-
citées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale
 de la paroisse de Notre-Dame-de-Paspébiac, MER-
 CREDI, le TRENTE-UNIEME jour de JUILLET
 1907, à ONZE heures de l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du shérif,

New-Carlisle, 22 mai 1907.

[Première publication, 1er juin 1907.]

Shérif.

1741.2

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
 der mentioned LANDS and TENEMENTS has
 been seized, and will be sold at the respective time
 and place mentioned below.

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE
TERRIS.

Superior Court.—Rimouski.

Province of Quebec, } PIERRE H. TARDIF,
 District of Rimouski. } Plaintiff; against
 No. 3229. } JOSEPH HENRI COUR-
 CHESNE, Defendant.

A certain immoveable property being the lots
 numbers seven hundred and fifty six, seven hundred
 and fifty seven, seven hundred and fifty eight, seven
 hundred and sixty one and seven hundred and
 sixty two (756, 757, 758, 761, 762), of the cadastre
 and official book of reference of the township of
 Hope, in the first registration division of the county
 of Bonaventure—with a saw-mill and all accessories
 and appertences to the said saw-mill belonging,
 excluding from said sale the following pieces of
 machinery for which special main levée has been
 given, viz :

One engine 10 x 16, double crank.

One steam boiler 44 x 11, 10 feet of tubing.

Half front, grate, water column, 45 feet.

Smoke stack and connections between the engine
and the boiler.Apparatus for saw, cone with a 48 saw, movable
teeth and cable 2½.One universal planing machine, with a set of
grooving planes and two sets of grooving knives of
1 to 3.

The frame work of a butting saw, with saw 40.

One shingle machine, 1 pulley 60 x 12.

22 feet table 2½, 6 marble slabs 2½, 1 pulley 45
x 15, 2 pulleys 48 x 8, 1 whistle 3.Also with a house, barn and other buildings
thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-
 Dame de Paspébiac, on WEDNESDAY, the
 THIRTY FIRST day of JULY, 1907, at the hour
 of ELEVEN in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's Office,

New-Carlisle, 22nd May, 1907.

[First published, 1st June, 1907.]

Sheriff.

1742

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLICO est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir : } **G** **GEORGES B. HOAG**,
No 54 } commerçant, de Rouses

Point, dans l'état de New-York, l'un des états-unis d'Amérique. Demandeur ; contre **DAME ALMIRA FOSBURGH**, de la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, dans le district d'Iberville, veuve de feu **Ruben C. Derrick**, en son vivant bourgeois, du même lieu, Défenderesse.

La jouissance et usufruit de la dite défenderesse, tel que réservée par elle, dans un acte de donation entrevus, consenti par la dite dame **Almira Fosburgh** unto **Robert Bruce Derrick**, devant **Mtre J. B. Demers**, notaire, en la dite paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, le 27 mai 1896, et enregistré sous le No 25169, dans le registre B, au bureau d'enregistrement du comté de Saint-Jean, le 17 avril 1906.

1° D'une cerre située dans la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, dans le district d'Iberville, dans la deuxième concession sur le domaine de la seigneurie de Lacolle, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Bernard, sous le numéro soixante et dix (No 70), ayant une superficie d'environ cent quatre arpents—avec une maison, granges et autres bâtisses y érigées.

A distraire de la dite terre cette partie d'icelle achetée par et appartenant à **The Napierville Junction Railway Company**.

2° D'une autre terre située au même lieu, connue comme étant la partie ouest du lot désigné sous le numéro soixante et treize (No 73) des susdits plan et livre de renvoi officiels, de la contenance de deux arpents de largeur sur environ vingt arpents de profondeur, contenue dans les bornes suivantes : d'un côté au sud, par le lot No 72, à l'ouest par la troisième concession sur le dit domaine, au nord par le lot No 74 et à l'est, en front par "**The Montreal and Champlain Railway Company**"—avec une grange y érigée. A distraire de cette dite dernière terre cette partie d'icelle achetée par et appartenant à "**The Canada Atlantic Railway Company**", et aussi cette autre partie de cette dite dernière terre achetée par et appartenant à "**The Napierville Junction Railway Company**."

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, le **VINGT-TROISIEME** jour de **JUILLET** prochain, à **ONZE** heures de l'avant midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 19 juin 1907. 2009

[[Première publication, 22 juin 1907.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Iberville*

Saint Johns, to wit : } **G** **GEORGES B. HOAG**,
No. 54. } trader, of Rouses Point,

in the state of New York, one the united states of America, Plaintiff; against **DAME ALMIRA FOSBURGH**, of the parish of Saint Bernard de Lacolle, in the district of Iberville, widow of the late **Ruben C. Derrick**, in his life time gentleman, of the same place, Defendant.

The enjoyment and usufruit during the life time of the said defendant, as reserved by her, in a deed of gift, *inter vivos*, consented by the said dame **Almira Fosburgh** unto **Robert Bruce Derrick**, before **Mtre J. B. Demers**, notary, at the said parish of Saint Bernard de Lacolle, on the 27th May, 1896, and registered under the number 25169, in the register B, at the registry office of the county of Saint Johns, on the 17th April, 1906.

1. Of a farm situate in the parish of Saint Bernard de Lacolle, in the district of Iberville, in the second concession on the domain, in the seigniorie of Lacolle, known and designated by the number seventy (No. 70), of the official plan and book of reference of the said parish Saint Bernard, having a superficial area of about one hundred and four arpents—with a house, barns and other buildings thereon erected.

To be substracted from the said farm that part or portion of it bought by and belonging to the **Napierville Junction Railway Company**.

2. Of an other farm situate at the same place, known as being the western part of the lot designated by the number seventy three (No 73), of the said official plan and book of reference, being two arpents in width by about twenty arpents in depth, comprised in the following boundaries: to the south on one side, by the lot No. 72, to the west by the third concession on the said domain, to the north by the lot No. 74, and to the east in front, by the **Montreal and Champlain Railway Company**—with a barn thereon erected. To be substracted from the said last farm, that part or portion of it bought by and belonging to the **Canada Atlantic Railway Company**, and also that other part or portion of this last farm bought by and belonging to **The Napierville Junction Railway Company**.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint-Bernard de Lacolle, on the **TWENTY-THIRD** day of **JULY** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, 19th June, 1907. 2010

[[First published, 22nd June, 1907.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLICO est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } **T** **THE CAPITAL BREWING**
No 1794. } **COMPANY (LIMITED)**,

corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : } **T** **THE CAPITAL BREWING**
No. 1794. } **COMPANY (LIMITED)**,

a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city of Ottawa,

r Ottawa, dans la province d'Ontario, Demandeur ; contre ZOEL PAILLE, de la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, commerçant, Défendeur, à savoir :

La moitié nord du lot numéro cent quatre-vingt-cinq (185), dans le quartier quatre, de la dite cité de Hull, conformément au plan et livre de renvoi officiels de la dite cité, situé au coin des rues Inkerman et Victoria—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendue dans mon bureau, dans la cité de Hull, le VINGT-TROISIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif, Hull, 15 juin 1907. Shérif. 2017
[Première publication, 22 juin 1907.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Montréal.

Sorel, à savoir : } **PHILIAS MALO**, boucher, de No 3489, } Belœil, Demandeur ; contre **HERMENEGILDE MESSIER**, de Montréal, Défendeur.

Un morceau de terre situé au village de Belœil, sur la rue Saint-Joseph, étant partie du lot numéro cent vingt (pt. No 120), du cadastre officiel de la paroisse de Belœil, de soixante et treize pieds de front, mesure anglaise, sur une profondeur moyenne d'environ quatre-vingt-cinq pieds ; tenant devant à la dite rue Saint-Joseph, en profondeur au lot No 114, d'un côté à Jean-Baptiste Lussier, et d'autre côté à Raymond Jodin—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Belœil, le VINGT-TROISIEME jour du mois de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Sorel, 19 juin 1907. Shérif. 2015
[Première publication, 22 juin 1907.]

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } **MATHILDE BURCK**, fille No 2760 B } majeure et usant de ses droits, de la paroisse de Saint-Guillaume, dans le district de Richelieu, Demanderesse ; contre **VICTOR BURCK**, ci-devant cultivateur, de la paroisse de Saint-Guillaume, dans le district de Richelieu, actuellement aux états-unis d'Amérique, et **JEAN BAPTISTE TURCOTTE**, de même lieu, en sa qualité de conseil judiciaire nommé au dit Victor Burck, aux fins d'assister ce dernier aux fins des présentes, Défendeurs, et **Désiré Vincent**, cultivateur, de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, dans le dit district de Richelieu, curateur à la substitution créée par le testament de feu Daniel Burck, reçu devant On. Bellemare, notaire et témoins y nommés, le 3 mars 1897, mis en cause.

Comme appartenant au dit Victor Burck :

Une terre située en la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, sur le rang Le Cordon, étant le lot numéro deux cent cinquante-cinq (No 255), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, de la contenance de deux arpents de front sur vingt et un arpents de profondeur, le tout plus ou moins ; tenant devant au chemin de front du dit rang, en arrière à Prime Lefebvre, au sud-est à

in the province of Ontario, Plaintiff ; against **ZOEL PAILLE**, of the city of Hull, in the district of Ottawa, trader, Defendant, to wit :

The north half of lot number one hundred and eighty five (185), in ward four, of the said city of Hull, according to the official plan and book of reference for said city, situate on the corner of Inkerman and Victoria streets—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Hull, on the TWENTY THIRD day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Hull, 15th June, 1907. Sheriff. 2018
[First published, 22nd June, 1907.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Sorel, to wit : } **PHILIAS MALO**, butcher, of No. 3489, } Belœil, Plaintiff ; against **HERMENEGILDE MESSIER**, of Montreal, Defendant.

A piece of land situate in the village of Belœil, on Saint Joseph street, being part of number one hundred and twenty (pt. No. 120), of the official cadastre of the parish of Belœil, of seventy three feet in front, english measure, by an average depth of about eighty five feet ; bounded in front by the said Saint Joseph street, in rear by lot No. 114, on one side by Jean Baptiste Lussier, and on the other side by Raymond Jodin—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Belœil, on the TWENTY THIRD day of the month of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sorel, 19th June, 1907. Sheriff. 2016
[First published, 22nd June, 1907.]

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } **MATHILDE BURCK**, spinster, No. 2760B. } in the enjoyment of her rights, of the parish of Saint Guillaume, in the district of Richelieu, Plaintiff ; against **VICTOR BURCK**, heretofore farmer, of the parish of Saint Guillaume, in the district of Richelieu, now in the United-States of America, and **JEAN BAPTISTE TURCOTTE**, of the same place, in his quality of judicial adviser appointed to the said Victor Burck, to assist him for the purposes hereof, Defendants, and **Désiré Vincent**, farmer, of the parish of Saint Guillaume d'Upton, in the said district of Richelieu, curator to the substitution created by the will and testament of the late Daniel Burck, passed before On. Bellemare, notary, and witness therein named, on the 3rd of March, 1897, a party hereunto.

As belonging to the said Victor Burck :

A land situate in the parish of Saint Guillaume d'Upton, in Le Cordon range, being lot number two hundred and fifty five (No. 255), of the official cadastre of the parish of Saint Guillaume d'Upton, containing two arpents in front by twenty one arpents in depth, the whole more or less ; bounded in front by the front road of the said range, in rear by Prime Lefebvre, on the south east by Ovide

Ovide Dessert, et au nord-ouest à Ernest Belisle—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 18 juin 1907. 2013
[Première publication, 22 juin 1907.]

Dessert, and on the north west by Ernest Belisle—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Guillaume d'Upton, on the TWENTY FOURTH day of the month of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 18th June, 1907. 2014
[First published, 22nd June, 1907.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit pour le district d'Arthabaska.

Saint François, à savoir: } ALEXANDRE ALIE, Demandeur; vs
No 157. } ULRIC LAPRISE, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans le canton de Wolfestown, dans le comté de Wolfe, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le dit canton de Wolfestown, comme lot numéro vingt-huit A (28 A), dans le sixième rang du dit canton—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Julien de Wolfestown, le TROISIÈME jour de JUILLET prochain, à UNE heure de l'après-midi.

R. A. BIRON,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Sherbrooke, 29 mai 1907. 1791.2
[Première publication, 1er juin 1907.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } ALLEN WRIGHT, Demandeur; contre BAPTISTE SPOONER, Défendeur, et JOSEPH EDOUARD SPOONER, Opposant.

Saisi comme appartenant au dit opposant, Joseph Edouard Spooner :

Ce certain morceau de terre ou immeuble situé dans le deuxième rang du canton de Ditton, district de Saint-François, connu et désigné comme étant le lot numéro soixante et huit (68), des cadastre, plan et livre de renvoi officiels du dit canton; excepté et moins le droit de jouissance et d'usufruit du dit immeuble pendant la vie du dit Joseph Edouard Spooner, cultivateur, du dit canton, l'usage de la maison et du hangar à bois construits sur le dit immeuble n'étant pas compris dans le droit de jouissance et d'usufruit susdit.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Pierre de Ditton, le SEIZIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

R. A. BIRON,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Sherbrooke, 5 juin 1907. 1863.2
La publication du 8 juin 1907, est nulle.
[Première publication, 15 juin 1907.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court for the district of Arthabaska.

Saint Francis, to wit: } ALEXANDRE ALIE, Plaintiff; vs ULRIC
No. 157. } LAPRISE, Defendant.

A piece of land situate in the township of Wolfestown, in the county of Wolfe, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Wolfestown, as lot number twenty eight A (28 A), in the sixth range of the said township—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Julien de Wolfestown, on the THIRD day of JULY next, at ONE of the clock in the afternoon.

R. A. BIRON,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Sherbrooke, 29th May, 1907. 1702
[First published, 1st June, 1907.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: } ALLEN WRIGHT, Plaintiff; against BAPTISTE SPOONER, Defendant, and JOSEPH EDOUARD SPOONER, Opposant.

Seized as belonging to the said opposant, Joseph Edouard Spooner :

That certain piece of land or immovable situate in the second range of the township of Ditton, district of Saint Francis, known and described as being lot number sixty eight (68), of the official cadastral plan and book of reference of the said township; excepting and reserving, however, the right of enjoyment and usufruct of the said immovable during the lifetime of the said Joseph Edouard Spooner, farmer, of the said township, the use of the house and wood shed erected on the said immovable not being comprised in the right of enjoyment and usufruct aforesaid.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Pierre de Ditton, on the SIXTEENTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

R. A. BIRON,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Sherbrooke, 5th June, 1907. 1864
The publication of the 8th June, 1907, is null.
[First published, 15th June, 1907.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—pour le comté de Terrebonne.
 District de Terrebonne, }
 Sainte-Scholastique, à savoir : } **JOSEPH GOD-**
 No 236. } **MER, Deman-**
 } **deur ; vs JOSEPH**
EDOUARD SIGOUIN, Défendeur, savoir :

1° Un lot de terre situé dans le cinquième rang du canton Wexford, en la paroisse de Sainte-Marguerite, comté et district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte Marguerite, sous le numéro dix neuf A (No 19 A)—avec les bâtiments y érigés.

2° Un autre lot de terre situé au même lieu connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro dix-neuf B (No 19 B)—sans bâtiments.

3° Un autre lot de terre situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro dix-huit (No 18)—avec une maison dessus construite

Pour être vendus à la porte de l'église catholique du village de Sainte-Marguerite, dit district, le VINGT-TRISIÈME jour de JUILLET prochain (1907), entre MIDI et UNE heure de l'après midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Sainte-Scholastique, 17 juin 1907. 2023
 [Première publication, 22 juin 1907.]

Nominations

No 900 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 19 juin courant, 1907, de nommer M. Camille Piché, juge des sessions de la paix, de la cité de Montréal, et l'honorable F. L. Béique, sénateur et conseil du Roi, de la cité de Montréal, comme commissaires d'écoles catholiques de la cité de Montréal ; le premier, en remplacement de lui-même, son terme d'office étant expiré, et le second, en remplacement de l'honorable juge Martineau qui a résigné et quitté la cité de Montréal.

No 1088 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination d'un commissaire d'école.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 19 juin courant, 1907, de nommer le Très Révérend Lennox Williams, D. D., membre du bureau protestants des commissaires d'écoles pour la cité de Québec, son terme d'office étant expiré. 2033

No 1149 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR, de modifier l'arrêté en conseil No 257 du 26 avril dernier, 1907, en substituant les mots : "Brompton c nton," à ceux de "Brompton village", et les mots : "Charles Pelletier" à ceux de Charles Pellerin. 2031

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—for the county of Terrebonne.
 District of Tertebonne, }
 Sainte Scholastique, to wit : } **JOSEPH GOD-**
 No. 236. } **MER, Plaintiff ;**
 } **vs JOSEPH**
EDOUARD SIGOUIN, Defendaant, to wit :

1. A lot situate in the fifth range of the township of Wexford, in the parish of Sainte Marguerite, county and district of Terrebonne, known and described on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Marguerite, as number nineteen A (No. 19 A)—with the buildings thereon erected.

2. Another lot of land situate at the same place, known and described on the same official plan and book of reference as number nineteen B (19 B)—without any buildings.

3. Another lot of land situate at the same place, known and described on the same official plan and book of reference, as number eighteen (No. 18)—with a house thereon erected.

To be sold at the catholic church door of the village of Sainte Marguerite, said district, on the TWENTY THIRD day of JULY next (1907), between NOON and ONE o'clock in the afternoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Sainte Scholastique, 17th June, 1907. 2024
 [First published, 22nd June, 1907].

Appointments

No. 900 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of school commissioners

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 19th day of June instant, 1907, to appoint Mr. Camille Piché, judge of the sessions of the peace of the city of Montreal, and the Honorable F. X. Béique, senator, King's council, of the city of Montreal, as catholic school commissioners of the city of Montreal ; the former continued in office, his term having expired, and the latter to replace the Honorable judge Martineau, who has resigned and left the city of Montreal.

No. 1088 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 19th of June instant, 1907, to re-appoint the Very Reverend Lennox Williams, D. D., a member of the protestant school commission of the city of Quebec, his term of office having expired. 2034

No. 1149. Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, to modify the order in council No. 257 of the 26th April last, 1907, by substituting the words : "Brompton township", for those of "Brompton village", and the words : "Charles Pelletier" for those of "Charles Pellerin." 2032

Avis du Gouvernement

No 956.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 19 juin courant, 1907, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Louis du Ha! Ha! dans le comté de Temiscouata, les immeubles ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Louis du Ha! Ha! les numéros 1 et suivants jusqu'à 23 inclusivement, les numéros 245 et suivants jusqu'à 261 inclusivement, les numéros 119 et suivants jusqu'à 127 inclusivement, les numéros 24, 25 et 26; de la municipalité scolaire de Notre-Dame du Lac, dans le comté de Temiscouata, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame du Lac, les numéros 1 et suivants jusqu'à 19 inclusivement, les numéros 238 et suivants jusqu'à 259 inclusivement, les numéros 398 et suivants jusqu'à 419 inclusivement, le numéro 440, les numéros 420 et suivants jusqu'à l'extrémité sud du rang nord-ouest du chemin Bertrand, ainsi que le numéro 454; de plus le territoire formant partie de la nouvelle paroisse de Saint-Mathias, se trouvant à l'est du Lac Temiscouata, et d'ériger ces territoires en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Saint-Mathias de Cabano."

Cette érection prendra effet le 1er juillet prochain, 1907.

No 234.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 19 juin courant, 1907, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Clet, dans le comté de Soulanges, les biens-fonds connus au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Clet, sous les numéros 1 et suivants jusqu'à 64 inclusivement, et de les ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de Saint-Emmanuel.

Cette érection prendra effet le 1er juillet prochain, 1907.

No 501.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 19 juin courant, 1907, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Clet, dans le comté de Soulanges, les biens-fonds connus au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Clet, sous les numéros 177 et suivants jusqu'à 200 inclusivement; détacher de la municipalité scolaire du Coteau du Lac les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ignace du Coteau du Lac, les numéros 308 et suivants jusqu'à 337 inclusivement, et détacher de la municipalité scolaire de Saint-Polycarpe les biens-fonds connus au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Polycarpe, sous les numéros 625, 629, 632, 634, 637, 641, 642, 646, 647, 648, 649, 650, 653, 656, 658 et 659, la moitié est des biens-fonds ayant au même cadastre les numéros 626 et 627, et ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Ruisseau."

Cette érection prendra effet le 1er juillet prochain, 1907.

Government Notices

No. 956.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 19th June instant, 1907, to detach from the school municipality of Saint Louis du Ha! Ha! in the county of Temiscouata, the lots having on the official cadastre of the parish of Saint Louis du Ha! Ha! the numbers 1 and following to 23 inclusively, the numbers 245 and following to 261 inclusively, the numbers 119 and following to 127 inclusively, the numbers 24, 25 and 26; from the school municipality of Notre Dame du Lac, in the county of Temiscouata, the lots having on the official cadastre of the parish of Notre-Dame du Lac, the numbers 1 and following to 19 inclusively, the numbers 238 and following to 259 inclusively, the numbers 398 and following to 419 inclusively, the number 440, the numbers 420 and following to the south end of the north west range of the Bertrand road, as also the number 454; and also the territory forming part of the new parish of Saint Mathias, at the east of Lake Temiscouata, and to erect this territory into a distinct school municipality by the name of "Saint Mathias de Cabano."

This erection will come into force only on the 1st of July next, 1907.

No 234.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 19th June instant, 1907, to detach from the school municipality of Saint Clet, in the county of Soulanges, the lots known on the official cadastre of the parish of Saint Clet, as numbers 1 and following to 64 inclusively, and to erect them into a distinct school municipality by the name of Saint Emmanuel.

This erection will come into force only on the 1st of July next, 1907.

No. 501.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 19th June instant, 1907, to detach from the school municipality of Saint Clet, in the county of Soulanges, the lots known on the official cadastre of the parish of Saint Clet, as numbers 177 and following to 200 inclusively; to detach from the school municipality of Coteau du Lac the lots having on the official cadastre of the parish of Saint Ignace du Coteau du Lac, the numbers 308 and following to 337 inclusively; and to detach from the school municipality of Saint Polycarpe the lots known on the official cadastre of the parish of Saint Polycarpe, as numbers 625, 629, 632, 634, 637, 641, 642, 646, 647, 648, 649, 650, 653, 656, 658 and 659, the east half of the lots having on the same cadastre the numbers 626, 627, and to erect this territory into a distinct school municipality by the name of "Ruisseau."

This erection will come into force only on the first of July next, 1907.

No 213.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 19 juin courant, 1907, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Paul-l'Ermité, dans le comté de L'Assomption, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Paul-l'Ermité, les numéros 1 et suivants jusqu'à 63 inclusivement, et de les ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Charlemagne."

Cette érection prendra effet le premier juillet prochain, 1907.

No 740.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 19 juin courant, 1907, de détacher de la municipalité scolaire de Wickham-Ouest, dans le comté de Drummond, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de Wickham-Ouest, les numéros 446, 447 et 448, et les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Germain de Grantham, dans le même comté.

Cette annexion prendra effet le 1er juillet prochain, 1907.

No 484.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 19 juin courant, 1907, de détacher de la municipalité scolaire de Shipton, dans le comté de Richmond, les biens-fonds connus au cadastre officiel du canton de Shipton, sous le numéro 7 E du 3e rang de ce canton, et de les annexer à la municipalité scolaire d'Asbestos, dans le même comté.

Cette annexion prendra effet le premier juillet prochain, 1907.

No 11.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 19 juin courant, 1907, de détacher de la municipalité scolaire de Sherrington, dans le comté de Napierville, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Patrice de Sherrington, les numéros un et suivants jusqu'à neuf inclusivement, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Edouard, dans le même comté.

Cette annexion prendra effet le premier juillet prochain 1907.

No 3256 02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Suppression d'une municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 19 juin courant, 1907, d'abolir la municipalité scolaire de "Montrougeau", dans le comté de Laval, et d'annexer le territoire dont elle se compose aux municipalités suivantes se trouvant dans le même comté, savoir :

A la municipalité scolaire du "Haut-de-la-Petite-Côte" de Sainte-Rose, les lots ayant au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Rose, les numéros 95 et suivants jusqu'à 107, inclusivement.

A la municipalité scolaire du village de Sainte-

No. 213.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 19th June instant, 1907, to detach from the school municipality of Saint Paul the Hermit, in the county of L'Assomption, the lots known on the official cadastre of the parish of Saint Paul the Hermit, as numbers 1 and following to 63 inclusively, and to erect them into a distinct school municipality by the name of "Charlemagne."

This erection will come into force only on the 1st of July next, 1907.

No. 740.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Fixing boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 19th June instant, 1907, to detach from the school municipality of Wickham West, in the county of Drummond, the lots having on the official cadastre of Wickham West, the numbers 446, 447 and 448, and to annex them to the school municipality of Saint Germain of Grantham, in the same county.

This annexation will come into force on the 1st of July next, 1907. 2036

No. 484.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Fixing boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 19th of June instant, 1907, to detach from the school municipality of Shipton, in the county of Richmond, the lot known on the official cadastre of the township of Shipton, the number 7 E of the 3rd range of this township, and to annex it the school municipality of Asbestos, in the same county.

This annexation will come into force only on the 1st of July next, 1907.

No. 11.07.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Fixing boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 19th of June instant, 1907, to detach from the school municipality of Sherrington, in the county of Napierville, the lots known on the official cadastre of the parish of Saint Patrick of Sherrington, as numbers one and following to nine inclusively, and to annex them to the school municipality of Saint Edward, in the same county.

This annexation will come into force only on the 1st of July next, 1907.

No. 3256 02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Abolition of a school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 19th of June instant, 1907, to abolish the school municipality of "Montrougeau", in the county of Laval, and to annex the territory, of which it is made up, to the following municipalities situated in the same county, to wit :

To the school municipality of "Haut-de-la-Petite-Côte" of Sainte Rose, the lots having on the official cadastre of the parish of Sainte Rose, the numbers 95 and following to 107, inclusively.

To the school municipality of the village of Sainte-

Rose, les lots ayant au dit cadastre officiel les numéros 78 et suivants jusqu'à 94, inclusivement.

A la municipalité scolaire du "Haut-de-la-Grande-Côte" de Sainte-Rose, les lots ayant au dit cadastre officiel les numéros 109 et suivants jusqu'à 137, inclusivement, et les numéros 443, 444 et 445.

Toutes ces annexions prendront effet le premier juillet prochain, 1907. 2035

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3435.

Dame Evelina Rivard, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Emmanuel Guérin, boucher, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Emmanuel Guérin, Défendeur.
Avis est par les présentes donné qu'une action en séparation de corps et de biens a été instituée contre le défendeur, le 22 mars dernier.

D. A. LAFORTUNE,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 18 juin 1907. 2043

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure*
No. 4096.

In re J. Eugène Dion, hôtelier, de la ville et du district de Joliette, Failli.

Avis est par le présent donné que le 14 juin 1907, le dit J. Eugène Dion a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire, à Joliette, et qu'il y a déposé son bilan le même jour.

RENAUD & GUIBAULT,
Procureurs du gardien provisoire.

Joliette, 18 juin 1907. 2045

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de "The French Art Embroidery Mfg. Co." Faillie.

Un deuxième et dernier bordereau de dividendes a été préparé et sera sujet à objection au bureau du sousigné jusqu'à lundi, le 2e jour de juillet 1907, après laquelle date les dividendes seront payés.

A. W. STEVENSON,
Curateur.

Bank of Toronto Chambers,
Rue Saint-Jacques,
Montréal, 29 juin 1907. 2037

Avis est donné qu'un premier et dernier dividende a été déclaré dans l'affaire de L. P. Godin, de Chicoutimi, payable le ou après le neuvième jour de juillet 1907.

2039 LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.

Avis est donné qu'un premier et dernier dividende a été déclaré dans l'affaire de La Charlevoix Lumber Co., de Saint-Siméon, payable le ou après le dixième jour de juillet 1907.

2041 LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.

Rose, the lots having on the said official cadastre the numbers 78 and following to 94, inclusively.

To the school municipality of "Haut-de-la-Grande-Côte" of Sainte-Rose, the lots having on the said official cadastre the numbers 109 and following to 137, inclusively, and the numbers 443, 444, and 445.

All these annexations will come into force on the 1st of July next, 1907. 2036

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3435.

Dame Evelina Rivard, of the city of Montreal, in the district of Montreal, wife common as to property of Emmanuel Guérin, butcher, of the same place, and duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

The said Emmanuel Guérin, Defendant.
Notice is hereby given that a suit for separation from bed and board, and as to property, has been brought against the defendant, on the 22nd of March last.

D. A. LAFORTUNE,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 18th June, 1907. 2044

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 4096.

In re J. Eugene Dion, hotel keeper, of the town and district of Joliette, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 14th day of June, 1907, the said J. Eugene Dion made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office, at Joliette, and that he filed his statement on the same day.

RENAUD & GUIBAULT,
Attorneys for provisional guardian.
Joliette, 18th June, 1907. 2046

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of The French Art Embroidery, Mfg. Co. Insolvent.

A second and final dividend sheet has been prepared, open to objection at the office of the undersigned, until Monday, the 8th day of July, 1907, after which date dividends will be paid.

A. W. STEVENSON,
Curator.

Bank of Toronto Chambers,
Saint James street,
Montreal, 20th June, 1907. 2038

Notice is given that a first and final dividend sheet has been declared in the matter of L. P. Godin, of Chicoutimi, payable on or after the ninth day of July, 1907.

2040 LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators.

Notice is given that a first and final dividend sheet has been declared in the matter of La Charlevoix Lumber Co., of Saint Siméon, payable on or after the tenth day of July, 1907.

2042 LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators.

Proclamation

Canada, }
Province de } L. A. JETTÉ
Québec. }

[L. S.]
EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU que M.
Procureur-Général. } C. N. Hamel,
secrétaire des commissaires d'abord nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Québec, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Samuel, dans le comté de Beauce, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir :

La paroisse de Saint-Samuel, qui est formée d'une partie du canton Gayhurst, dans le comté de Beauce, occupe une étendue d'environ quarante-huit (48) milles carrés en superficie, et comprend, dans ce canton :

1° Tous les lots, depuis la ligne nord-est du canton Whitton, jusqu'à la ligne centrale du dit canton Gayhurst, de chacun des premier et deuxième rangs ;

2° Tous les lots des troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième et huitième rangs ;

3° Les lots numéros quatre et cinq (4 et 5), du neuvième rang, et ceux depuis y compris le numéro quatorze (14), jusqu'au numéro vingt-six (26), ou dernier lot, inclusivement, du même rang.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Samuel ci-dessus décrites ;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Samuel décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-SEPTIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et dans la septième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

Proclamation

Canada, }
Province of } L. A. JETTE.
Quebec. }

[L. S.]
EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS C. N.
Attorney General. } Hamel, esquire,
secretary to the duly appointed commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the province of Quebec, in and for the Roman Catholic diocese of Quebec, in Our province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said statutes, transmitted to the Lieutenant Governor of Our said province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities, together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint Samuel, in the county of Beauce, in the diocese aforesaid, to be as follows, that is to say :

The parish of Saint Samuel which is formed of a part of the township Gayhurst, in the county of Beauce, occupies an extent of about forty-eight (48) square miles in area and comprises in this township :

1. All the lots from the north east line of the township Whitton to the centre line of the said township Gayhurst, of each of the first and second ranges ;

2. All the lots of the third, fourth, fifth, sixth, seventh and eighth ranges ;

3. The lots numbers four and five (4 and 5) of the ninth range, and those from the number fourteen (14) included, to number twenty-six (26) or last lot, inclusively, of the same range.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint Samuel aforesaid ;

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint-Samuel to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SEVENTEENTH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, and in the seventh year of Our Reign.

By command.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 25.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 25.

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS : —Dmes Aubertin vs Lacroix, 964 ; Bercovitch vs Labis, 964 ; Dézielle dit Labrèche vs Reigner, 962 ; Gauthier vs Lessard, 963 ; Laframboise vs Légaré, 963 ; Larivé vs Lessard, 962 ; Lentz vs Alder, 963 ; Ouellet vs Roy, 963 ; Turgeon vs Clair, 963.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY : —Dmes Aubertin vs Lacroix, 964 ; Bercovitch vs Labis, 964 ; Dézielle dit Labrèche vs Reigner, 962 ; Gauthier vs Lessard, 963 ; Laframboise vs Légaré, 963 ; Larivé vs Lessard, 962 ; Lentz vs Alder, 963 ; Ouellet vs Roy, 963 ; Turgeon vs Clair, 963.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : —Dme Corriveau vs Corriveau, 963 ; Delorme vs Lambert, 962 ; Rivard vs Guérin, 977.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD : —Dme Corriveau vs Corriveau, 963 ; Delorme vs Lambert, 962 ; Rivard vs Guérin, 977.

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis, etc., 949.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices, &c., 949.

ARRÊTÉ EN CONSEIL : — Tarif des honoraires relativement aux lettres, 953.

ORDER IN COUNCIL : — Tariff fees of relatively to letters patent, 953.

AVIS : — Cour d'Échiquier du Canada : — 962.

NOTICE : — Exchequer Court of Canada, 962.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 956 ; Conseil législatif, 955.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices respecting the : — Legislative Assembly, 956 ; Legislative Council, 955.

ÉCOLE POLYTECHNIQUE : — Gradués, 958.

POLYTECHNIC SCHOOL : — Graduates, 958.

EXAMENS : — Barreau d'Arthabaska, 959 ; Barreau de Montréal, 960 ; Barreau de Montréal, 961 ; Barreau d'Ottawa, 960 ; Barreau de Québec, 959 ; Barreau de Trois-Rivières, 962 ; Barreau de Saint-François, 961 ; Mesureurs de bois, 955.

EXAMINATIONS : — Bar of Arthabaska, 959 ; Bar of Montreal, 960 ; Bar of Montreal, 961 ; Bar of Ottawa, 960 ; Bar of Quebec, 959 ; Bar of Three Rivers, 962 ; Bar of Saint Francis, 961 ; Cullers, 955 ;

FAILLIS : — American Costume Coy, 966 ; Charlevoix Lumber Co, 977 ; Dion, 977 ; Garneau, 966 ; Gaudette, 967 ; Godin, 977 ; Latouche & Lemay, 966 ; Laurencelle, 966 ; Lefebvre, 967 ; Roy, 967 ; Saint Lawrence Hardware & Co, 967 ; The French Art Embroidery Mfg. Co., 977.

INSOLVENTS : — American Costume Coy, 966 ; Charlevoix Lumber Co, 977 ; Dion, 977 ; Garneau, 966 ; Gaudette, 967 ; Godin, 977 ; Latouche & Lemay, 966 ; Laurencelle, 966 ; Lefebvre, 967 ; Roy, 967 ; Saint Lawrence Hardware & Co., 967 ; The French Art Embroidery Mfg. Co., 977.

LETTRES PATENTES : — La Cie d'Imprimerie du Courrier de Sorel, 953 ; The Joyal Knitting Coy, 952 ; The Sorel Novelties Coy, 952.

LETTERS PATENT : — La Cie d'Imprimerie du Courrier de Sorel, 953 ; The Joyal Knitting Coy 952 ; The Sorel Novelties Coy, 952.

LIQUIDATIONS : — Bode's Gum Coy, 967.

LIQUIDATIONS : — Bode's Gum Coy, 967.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE : — Demande d'annexer ou d'ériger, etc. : — Saint-Laurent des Cèdres, 954.

SCHOOL MUNICIPALITY : — Applications to annex or to erect, &c : — Saint Laurent des Cèdres, 954.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES ANNEXÉES OU ÉRIGÉES : — Saint-Mathias de Cabano, 974 ; Saint-Emmanuel, 975 ; Ruisseau, 975 ; Charlemagne, 975 ; Divers lots de Wickham-Ouest à Saint-Germain de Grantham, etc., 976.

SCHOOL MUNICIPALITIES ANNEXED OR ERECTED : — Saint Mathias de Cabano, 974 ; Saint Emmanuel, 975 ; Ruisseau, 975 ; Charlemagne, 975 ; Several lots of Wickham West to Grantham, &c., 976.

NOMINATIONS : — Commissaires d'écoles : — Brompton village, 974 ; Cité de Montréal, 974 ; Cité de Québec, 974.

APPOINTMENTS : — School commissioners : — Brompton village, 974 ; City of Montreal, 974 ; city of Quebec, 974.

Membres du conseil d'hygiène : — Province de Québec, 949.

Members of the Board of Health : — Province of Quebec, 949.

NOTAIRES SUSPENDUS : — David, V. S., 965 ; Gingras, I., 964 ; Hunter, H. S., 965 ; Lesage, F. X. A., 965 ; Mathieu, N. C., 965.

NOTARIES SUSPENDED : — David, V. S., 965 ; Gingras, I., 964 ; Hunter, H. S., 965 ; Lesage, F. X. A., 965 ; Mathieu, N. C., 965.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT — En faveur de Laureat Pelletier, 954 ; F. Alb. Labelle, 952.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER : — In favor of Laureat Pelletier, 954 ; F. Alb. Labelle, 952.

PÉTITIONS : — Calvary Congregational Church, 964 ; Point Saint Charles Congregational Church, 964.

PETITIONS : — Calvary Congregational Church, 964 ; Point Saint Charles Congregational Church, 964.

PROCLAMATIONS :—Canton Lapeyrère, 949 ; Convocation des chambres, 951 ; Paroisse de Saint-Samuel, 978.

VENTES PAR LES SHÉRIFS .

ARTHABASKA :—Chapman Frère vs Lalonde et al, 968 ; Méthot vs Fradette, 968.

BEAUCE :—Audet vs héritiers Goupil, 969.

BEAUHARNOIS :—Masson vs McRay, 969 ; Shaw & Cie vs Marcell, 969.

BEDFORD :—Miltimore vs Bates, 970.

GASPÉ :—Tardif vs Courchesne, 970.

IBERVILLE :—Hoag vs Dme Fosburgh, 971.

OTTAWA :—The Capital Brewing Coy vs Paille, 971.

RICHELIEU :—Burck (Delle) vs Burck et al, 972 ; Malo vs Messier, 972.

SAINT-FRANÇOIS :—Alie vs Laprise, 973 ; Giard vs Spooner, 973.

TERREBONNE :—Godner vs Sigouin, 973.

PROCLAMATIONS :—Township Lapeyrère, 949 ; Parliament convoked, 951 ; Parish of Saint Samuel, 978.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :—Chapman Bros vs Lalonde et al, 968 ; Méthot vs Fradette, 968.

BEAUCE :—Audet vs estate Goupil, 969.

BEAUHARNOIS :—Masson vs McRay, 969 ; Shaw & Co. vs Marcell, 969.

BEDFORD :—Miltimore vs Bates, 970.

GASPE :—Tardif vs Courchesne, 970.

IBERVILLE :—Hoag vs Dme Fosburgh, 971.

OTTAWA :—The Capital Brewing Coy vs Paille, 971.

RICHELIEU :—Burck (Delle) vs Burck et al, 972 ; Malo vs Messier, 972.

SAINT FRANCIS :—Alie vs Laprise, 973 ; Giard vs Spooner, 973.

TERREBONNE :—Godner vs Sigouin, 973.

OK